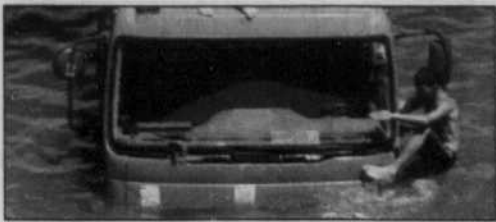


IRAK

Les Bagdadis privés d'eau
par un nouveau sabotage

Page A 5



TENNIS

Henin-Hardenne écrase
Krasnoroutskaya en 54 minutes

Page B 5

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

Vol. XCIV N° 185

LE LUNDI 18 AOÛT 2003

87c + TAXES = 1\$

La Fête des enfants en pleine croissance



BENOÎT AQUIN LE DEVOIR

ODAHIR PIRES, membre du groupe folklorique mexicain Los Pequenitos, participait hier à la très populaire Fête des enfants de Montréal, qui en était à sa cinquième édition. À voir le flot de petits et grands qui sortaient des transports en commun — gratuits avec le laissez-passer de l'événement — pour se diriger à vive allure vers le parc Maisonneuve, aucun doute que l'édition de cette année a remporté un grand succès. Lire nos informations en page A 2.

Toronto et New York croisent les doigts

Queen's Park exige
des Ontariens qu'ils réduisent
de moitié leur consommation
d'électricité cette semaine

ALEC CASTONGUAY
LE DEVOIR

Pendant que les grandes villes frappées par la gigantesque panne d'électricité de jeudi retrouvaient peu à peu leur allure habituelle en fin de semaine, les autorités ontariennes et new-yorkaises prévenaient la population qu'aujourd'hui serait «le grand test» et qu'avec le retour au travail «la priorité devait aller à la conservation d'énergie» pour ne pas que le réseau tombe de nouveau.

Le premier ministre ontarien, Ernie Eves, a demandé hier que «la consommation d'énergie soit réduite de 50 % toute la semaine, tant pour les résidents que pour les entreprises». «Nous n'avons pas encore assez d'électricité pour faire face à une journée normale de semaine, a-

til dit en conférence de presse. Les entreprises devront voir ce qui est possible d'être fait, notamment changer des quarts de travail, car la demande est moins forte la nuit. Ça peut aussi vouloir dire que certaines compagnies devront rester fermées.»

Le groupe responsable du réseau électrique de l'Ontario, The Independent Electricity Market Operator, a souligné qu'il couperait l'alimentation aux entreprises qui ne se conformeraient pas aux exigences provinciales.

Par contre, les raffineries de gaz et de pétrole pourraient être épargnées, puisque Ernie Eves a souligné que le fonctionnement de cette industrie était primordial pour assurer la bonne marche des services.

VOIR PAGE A 8: PANNE

■ Autres informations en page A 2

L'ENTREVUE

Le déclin de l'empire pharmaceutique

L'auteur Philippe Pignarre trace le portrait d'une industrie qui s'accroche

Le règne suprême des compagnies pharmaceutiques serait sur le point de prendre fin un peu partout sur la planète. Faute d'idées neuves et de nouveaux médicaments pour assurer leur pérennité, prétend l'auteur français Philippe Pignarre. Avec un effet secondaire, toutefois: une montée en flèche de la «terreur», de la culture du mensonge et de la manipulation, d'ici là, pour ne pas perdre trop vite des marchés ultralucratifs et ultraprotégés.

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR



Philippe Pignarre

état, floutant au passage consommateurs et pouvoirs publics, qui font désormais les frais de son avenir incertain.

L'accusation est explosive. Mais lancée au beau milieu de la guerre contre l'Irak, dans *Le Grand Secret de l'industrie pharmaceutique* (La Découverte), elle n'a pas fait grand bruit.

VOIR PAGE A 8: EMPIRE

INDEX

Annonces.....	B 5	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 4	Météo.....	B 5
Convergence..	B 7	Monde.....	A 5
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 5
Écologie.....	B 5	Religions.....	B 6
Économie.....	B 1	Sports.....	B 4
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

D'abord les hausses de tarifs, ensuite les baisses d'impôts, dit Charest

Le premier ministre met les augmentations sur le dos du PQ

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Lennoxville — Le premier ministre Jean Charest lie les diverses hausses de tarifs que subiront les Québécois dès cet automne à la situation financière laissée par le gouvernement du Parti québécois.

«Il y a une réalité qui pour nous est incontournable: on a hérité d'une situation financière que le gouvernement précédent avait cachée. On compose avec ça. On met à niveau et, après ça, on va mettre notre plan à exécution. C'est clair qu'il y a une volonté chez nous de réduire le fardeau fiscal des Québécois», a affirmé hier Jean Charest à la sortie du congrès de la Commission-Jeunesse de son parti.

L'objectif de réduire de cinq milliards en cinq ans les impôts des contribuables est maintenu. Mais avant d'en bénéficier, comme l'avait promis le Parti libéral, les Québécois subiront une hausse des frais de garde (en garderie et en milieu scolaire), une augmentation des tarifs d'électricité et d'assurance-médicaments.

Dans ces trois dossiers, ce sont les citoyens les mieux nantis qui devront puiser dans leur gousset.

Ainsi, pour les services de garde, «un exemple de l'urgence d'agir» afin de contenir les coûts pour l'État, le gouvernement étudie trois scénarios afin de relever la participation financière des parents. De 5 \$ par enfant, par jour, la contribution parentale pourrait grimper jusqu'à 10 \$ avec une indexation annuelle.

Pour ce qui est des tarifs d'électricité qui sont gelés depuis 1998, ils grimperont de 6 % en six mois. Les consommateurs verront leur facture augmenter d'une première tranche de 3 % dès le 1^{er} octobre. Mais M. Charest souligne que ces tarifs selon modules selon la consommation et qu'ils demeureront parmi les plus bas d'Amérique.

Dans le dossier de l'assurance-médicaments, M. Charest a précisé que les personnes âgées qui reçoivent le supplément de revenus et les bénéficiaires de l'aide sociale ne seraient pas touchés par les hausses.

Quant à savoir si les Québécois ne risquent pas de s'impatisser devant cette cascade d'augmentations avant d'entrevoir le répit promis sur le plan fiscal, M. Charest a dit avoir confiance en la réaction de la population. «Les citoyens comprennent que c'est un navire qui ne se tourne pas sur un dix sous, mais qui a une vision d'ensemble et nous assure qu'on va arriver à bon port. L'important, c'est que le gouvernement sache où il va», a-t-il soutenu en point de presse.

Quelques minutes plus tôt, le premier ministre s'adressait aux jeunes militants de son parti, réunis toute la fin de semaine en congrès sur le campus de l'Université Bishop, à Lennoxville. Il les a conviés à le suivre dans les changements d'entreprise.

Pour M. Charest, la modernisation de l'État passe par une amélioration des services.

VOIR PAGE A 8: CHAREST



Jean Charest



ARCHIVES

Selon le Physicians for a National Health Program, il est temps que les États-Unis reviennent leur couverture médicale et emboîtent le pas aux modèles canadien et britannique.

L'hospitalisation, cause première des faillites aux États-Unis

Un groupe de 8000 médecins américains réclame la création d'un système de santé universel et gratuit

ALEC CASTONGUAY
LE DEVOIR

Préparant le terrain en vue de la campagne électorale américaine qui se dessine, un groupe de 8000 médecins américains a réclamé, mercredi dernier, que les États-Unis imitent le Canada en créant un système de santé universel et gratuit, plutôt qu'avec des assureurs privés comme c'est le cas actuellement. Cette sortie publique, accompagnée d'un article fouillé sur les avantages d'une protection entièrement gouvernementale, a été publiée dans le prestigieux *Journal of the American Medical Association* (JAMA) et représente la plus importante prise de position sur le sujet depuis 10 ans.

C'est le Physicians for a National Health Program (PNHP), un organisme de médecins progressistes qui milite depuis une quinzaine d'années pour un système de santé plus équitable, qui a relancé le débat chez nos voisins du sud. Selon l'association, il est temps que les États-Unis reviennent leur couverture médicale et emboîtent le pas aux modèles canadien et britannique.

Le président du PNHP, Robert LeBow, ratisse le

pays pour tenter de détruire les croyances solidement ancrées chez les Américains. «J'entends fréquemment les gens me dire que les États-Unis ont le meilleur système de santé au monde, a-t-il dit lors d'une conférence à l'hôtel de ville de Philadelphie. Sur certains points, c'est vrai. Mais nous sommes aussi le seul pays développé où tomber malade peut envoyer toute une famille à la rue. L'hospitalisation est la plus grande cause de faillite aux États-Unis. Et ces faillites arrivent souvent à des gens qui ont une assurance privée.»

Actuellement, 41 millions d'Américains n'ont aucune couverture médicale, alors que des millions d'autres, sous la protection d'un assureur privé, ne sont protégés que pour certains accidents ou maladies. Par contre, les assistés sociaux profitent du Medicaid et les personnes âgées du Medicare, deux programmes offerts par le gouvernement et qui couvrent la plupart des risques.

«Nous avons eu 80 ans pour essayer de faire fonctionner le système privé et, malgré ça, il n'y a jamais eu autant de personnes sans couverture médicale de toute l'histoire des États-Unis, même depuis la création dans

VOIR PAGE A 8: MÉDECINS

LES ACTUALITÉS

Parc Maisonneuve

La Fête des enfants grandit

ALEC CASTONGUAY
LE DEVOIR

Deux jours, c'est court. Une fin de semaine et déjà la très populaire Fête des enfants de Montréal n'est plus. Et à voir le flot de petits et grands qui sortaient des transports en commun — gratuits avec le laissez-passer de l'événement — pour se diriger à toute vitesse vers le parc Maisonneuve, hier, aucun doute que l'édition de cette année sera un grand succès.

Le chef d'orchestre de la Fête, Michel Allen, débordait d'enthousiasme quelques heures avant le bilan officiel. «La croissance de l'événement est exponentielle, dit-il. Il y a cinq ans, lors de la première édition, on a reçu 30 000 personnes. Cette année, on devrait facilement battre le record de 160 000 de l'an dernier. On dit aux gens: "C'est votre journée, c'est à vous d'en profiter!" Et la réponse est formidable.»

Sur l'immense site d'un kilomètre carré, le plaisir était visiblement au rendez-vous et on ne tarissait pas d'éloge envers la Ville de Montréal, responsable de l'organisation. «Je suis content que quelqu'un pense enfin aux enfants, dit Claire Gendron, mère d'une petite fille de six ans. C'est bien beau le Festival de Jazz ou le Festival Juste pour rire, mais c'est surtout fait pour des adultes. Avec cette fête, les enfants ont aussi leur événement pour s'amuser dans l'été.»

Pas le temps de parler davantage, la petite demoiselle tire de toutes ses forces la main de maman. Direction les jeux gonflables, immenses et colorés. Ici on saute entre les pattes d'un dinosaure, là-bas, c'est une mini-piste d'hébertisme.

Il faudra par contre attendre quelques minutes en ligne pour profiter de certaines attractions. C'est le cas du «Tache ta bouille», où des dizaines de jeunes patientent pour se faire transformer le visage en chat ou en fée. Plus de 200 tentes ou stands attendent les jeunes, du petit parc Safari et son aigle, jusqu'aux deux grandes scènes où des spectacles continus animent la foule.

Des projets

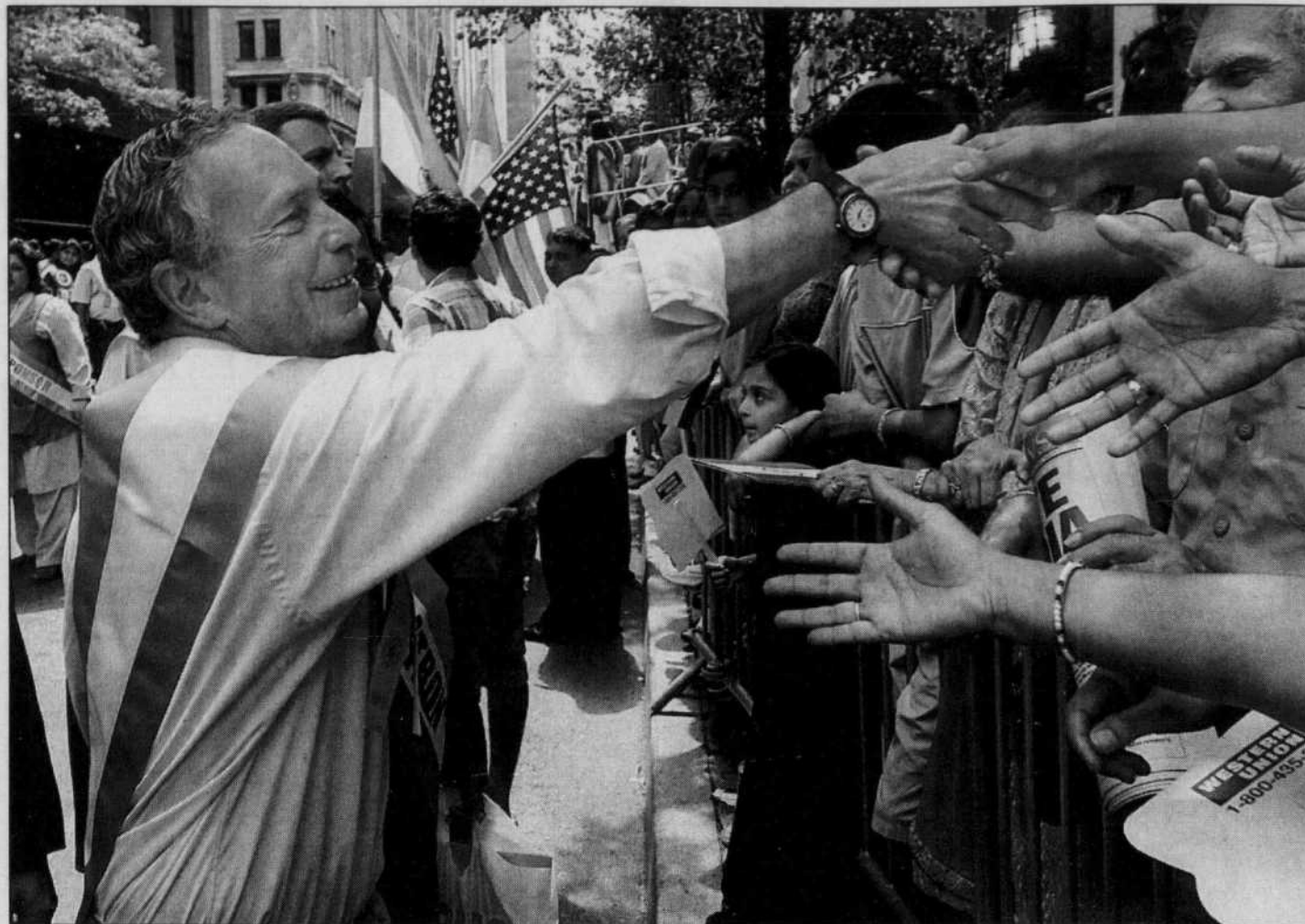
L'endroit est si vaste que les familles ne se marchent pas sur les pieds. «C'est tellement grand qu'on peut encore élargir notre site, mentionne Michel Allen. C'est peut-être ce qu'on va faire. Et on aimerait que ça dure trois jours l'an prochain. Ça ne coûterait pas vraiment plus cher, puisque le montage du site doit être fait de toute façon.» La Fête des enfants est dotée d'un budget de 750 000 \$, dont 400 000 \$ provient de la Ville et le reste des commanditaires.

Le secteur privé participe d'ailleurs beaucoup, autant sur le site, avec par exemple Bell qui donne la possibilité aux jeunes de faire des tours de nacelle, question de voir le travail d'un monteur de ligne, qu'en argent sonnante. «On doit même refuser des commandes, tout le monde veut faire partie de l'événement», se réjouit Michel Allen. L'accès au parc et aux attractions est d'ailleurs entièrement gratuit.

Mais toutes les entreprises ne peuvent pas mettre la main à la pâte. «Nous refusons que les enfants deviennent une cible commerciale, explique le coordonnateur. On fait attention pour que le site soit exempt de gros logos tapageurs.»

La Ville a le vent dans les voiles, alors qu'enfants et parents s'amusent tout autant, surtout ceux qui ont bénéficié du Biodôme et de l'Insectarium gratuitement cette fin de semaine grâce à l'événement. Plus de 2200 bénévoles offrent leur aide pour faire de ce rendez-vous familial un véritable festival pour les enfants. La marmaille rêve probablement déjà à l'an prochain.

Lendemain de panne



Le maire de New York, Michael Bloomberg, a serré bien des mains hier au défilé du Jour de l'Inde, dans les rues de la métropole américaine. Le maire Bloomberg s'est attiré des louanges pour le sang-froid dont il a fait preuve durant la pire panne d'électricité de l'histoire de la ville.

La lumière revient, l'affrontement politique commence

La bataille s'annonce féroce entre les tenants d'un renforcement des réglementations pour moderniser le réseau et les partisans d'un assouplissement pour favoriser la concurrence

PASCAL BAROLLIER
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le rétablissement quasi complet de l'électricité dans la région nord-est aux États-Unis a donné hier le signal du début de l'affrontement entre les tenants d'un renforcement des réglementations pour moderniser le réseau et les partisans d'un assouplissement pour favoriser la concurrence.

L'opposition traditionnelle entre démocrates et républicains sur la gestion de l'énergie est compliquée par une fronde, au sein du camp conservateur, de sénateurs du sud-est et du nord-ouest opposés à un projet retirant aux régions la gestion de la distribution pour la confier à une entité indépendante.

Ce groupe d'élus, sous la pression de compagnies électriques régionales, menacent de bloquer l'ensemble d'une nouvelle loi sur l'énergie si ce projet de la Commission fédérale de réglementation de l'énergie (FERC) n'est pas abandonné.

Le président George W. Bush, qui avait pourtant nommé le dirigeant de la FERC, Pat Wood, s'en serait déjà démarqué en prévoyant se soutenir la proposition des sénateurs pour un gel de trois ans ce plan controversé, croyait savoir hier le Washington Post.

L'une des premières mesures «à prendre par l'administration serait de mettre un terme à cet accord bichonnant les compagnies électriques du sud pour retarder le développement de lignes électriques plus robustes jusqu'en 2007», a affirmé hier l'ancien secrétaire à l'Énergie de l'administration Clinton, Bill Richardson, sur la chaîne CBS.

Les républicains, majoritaires au Sénat et à la Chambre des représentants, veulent pour leur part se concentrer sur l'augmentation des capacités de transmission d'électricité «en mettant en place des incitations et en ouvrant le secteur à la concurrence pour que davantage de gens puissent investir», a expliqué hier le secrétaire américain à l'énergie Spencer Abraham sur la chaîne Fox.

Pour les démocrates, l'obstacle principal à une réforme de l'énergie est la tentative par les républicains de faire adopter, dans la même loi, une autorisation de fo-

rages pétroliers dans les zones protégées de l'Alaska, et le refus républicain d'imposer aux constructeurs automobiles des limites de consommation.

Une urgence

«Il y a urgence, le problème c'est qu'il faut s'occuper d'abord de l'urgence, avant d'examiner les autres sujets plus difficiles, et comme le disait mon père, tuons d'abord le serpent qui est le plus près», a estimé le représentant démocrate John Dingell, membre de la commission sur l'énergie.

Mais M. Abraham n'a donné hier aucun signe que l'administration était prête à des concessions

sur les deux sujets de blocage en échange d'un texte de modernisation du réseau électrique.

«Nous allons essayer de présenter un projet de loi accomplissant autant d'objectifs que possible, nous aimerions avoir la possibilité de forcer pour produire davantage de pétrole aux États-Unis», a répondu M. Abraham, interrogé sur le sujet sur plusieurs chaînes de télévision.

Le leader de la majorité républicaine à la Chambre a pour sa part rejeté en bloc la responsabilité de la panne géante sur les démocrates qu'il a accusés d'obstructionnisme et sur certaines compagnies électriques qui refusent l'ouverture du marché.

«Les Américains doivent savoir qu'il y a des gens qui, à chaque étape, nous empêchent de faire quelque chose: des compagnies qui ne veulent pas de concurrence, des démocrates à la Chambre et au Sénat et ces défenseurs de l'environnement à la noix, des extrémistes qui ne veulent rien nul part», a déclaré Tom Delay.

Depuis le début de la déréglementation du secteur énergétique en 1992, la quantité d'électricité transportée sur les lignes à haute-tension a été multipliée par quatre et la consommation américaine est passée de 2100 milliards de kW/h en 1977 à 3700 milliards en 2001, selon les chiffres du département de l'Énergie.

Le grand gâchis de nourriture a parfois tourné au festin

VÉRONIQUE DUPONT
AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — La panne d'électricité géante qui a touché New York jeudi et vendredi a forcé les habitants comme les commerces de bouche de la ville à jeter des tonnes de nourriture, mais certains restaurants ont fait contre mauvaise fortune bon cœur en organisant un festin improvisé.

Au supermarché Food Emporium, les rayons sont à moitié vides: pas de yaourts, fromage, salades préparées, pâtes fraîches ou pâtisseries. Les congélateurs où sont entreposés plats surgelés et les glaces sont scellés par du ruban adhésif et un panneau avertit les clients: «Ne pas toucher. Ce n'est pas bon.»

En revanche au rayon frais, devant les bouteilles de lait entreposées, un magasinier affirme: «Vous pouvez y aller. Le lait et les œufs sont arrivés aujourd'hui.»

Teresa, une cafétéria du quartier de l'ONU, ne rouvrira ses portes qu'aujourd'hui. À l'intérieur, l'odeur suspecte témoigne du long séjour de la nourriture dans des locaux non réfrigérés.

Les employés ont passé le week-end à tout nettoyer après avoir jeté tout ce qui se trouvait dans le restaurant jeudi: viandes, fromages, pain, laitages et légumes. Seules rescapées: les pommes, bananes, oranges et boissons fraîches. «Nous n'avons voulu prendre aucun risque», explique le patron de la cafétéria. Selon lui, au moins 5000 dollars sont partis à la poubelle.

À l'autre bout de l'échelle gastronomique, les grands restaurants de la ville s'en sont souvent mieux sortis.

Jeudi, après avoir décidé de fermer pour la soirée, la direction de Bouley, l'une des meilleurs tables de la ville, s'est montrée magnanime. Les aliments les moins périssables ont été entreposés dans les réfrigérateurs, protégés par de la glace chimique, puis, «comme nous avions de la nourriture prête, nous avons offert à dîner à

nos employés et aux passants», raconte le directeur Michael Lawrence, qui a rouvert dès vendredi soir. Le crabe manquait au menu, mais les fournisseurs habituels ont pu livrer des huîtres et du poisson.

Même scénario chez Jaffa's, un bar-restaurant du quartier de Tribeca. «Beaucoup de gens se sont retrouvés coincés à Manhattan. Ils sont venus chez nous et ont bu toute la nuit. Nous avons organisé un barbecue et avons offert du poulet, du saumon grillé et des hamburgers», explique Alberto Duarte, le gérant, ravi de la recette comme de l'ambiance de la soirée.

Chez Chanterelle, une adresse phare de Tribeca, le poisson, le foie gras et les fruits de mer ont été jetés sans pitié, «mais nous avons placé le bœuf, les pâtisseries et truffes maison, le pain et, par précaution, la farine et le sucre dans des sacs de congélation et entreposé tout dans notre chambre froide, remplie de glace», explique le directeur, George Stinson, qui a pu rouvrir dès vendredi soir.

Au Mercer Kitchen, tenu par Jean-Georges Vongerichten, star de la gastronomie new-yorkaise, des gérants ont permis de garder un service normal. «Nous n'avons pas fermé du tout. Nous avons jeté des produits qui restaient à la fin du service, comme d'habitude», affirme le gérant, Artan Gjoni.

Certains clients restent pourtant méfiants. «Les pâtes et les pizzas, c'est sans risque», a expliqué Alice Ritter, une habitante de Brooklyn, installée en terrasse d'un restaurant italien, Aqua Santa, se plaignant juste de la lenteur du service.

Pour rassurer les plus prudents, un pub irlandais précise sur son menu: «Tous les produits sont frais.» De son côté, le département de la Santé américain veille et a dépêché en urgence 50 inspecteurs dans la ville.

Quant aux particuliers, la municipalité les presse de faire fi de leurs états d'âme, et de se débarrasser sans hésiter du contenu de leur réfrigérateur. Son mot d'ordre: «Si vous doutez, jetez!»

Congrès de l'Association médicale canadienne

Les médecins se préoccupent de leur propre santé

SCOTT EDMONDS
PRESSE CANADIENNE

Winnipeg — La menace du SRAS illustre à quel point il est important que les médecins protègent leur propre santé physique et psychique, selon le président de l'Association médicale canadienne.

L'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère, c'était une chose, mais c'était sans compter le stress imposé aux travailleurs du secteur de la santé, médecins et autres, a fait remarquer le président de l'AMC, Dana Hanson, à Winnipeg, où se tient cette semaine l'assemblée générale annuelle de l'organisme.

La semaine dernière, le docteur Nestor Yanga, âgé de 54 ans, de Toronto, est devenu le premier médecin à décéder de la pneumonie atypique au Canada.

Le docteur a contracté la maladie en soignant des patients aux premières heures de la flambée du SRAS à Toronto, soit avant que les autorités ne mettent en place des mesures plus rigoureuses de protection à l'intention du personnel des services de santé. Deux infirmières, Tecla Lin, âgée de 58 ans,

et Nelia Laroza, 51 ans, ont aussi succombé à la maladie.

M. Hanson a dit avoir été attristé par des récits de cas de dépression, d'épuisement professionnel, de crises familiales et financières chez des médecins. Au cours de son assemblée générale, qui prend fin mercredi, l'association espère annoncer la création d'un centre national pour la santé et le bien-être des médecins, qui aura pour mission de leur apporter de l'aide en période de crise.

La ministre de la Santé, Anne McLellan, doit s'adresser aux délégués, aujourd'hui.

Les participants à la rencontre se pencheront par ailleurs sur la question de la vie privée des patients et de l'information des médecins. La confidentialité des dossiers médicaux est généralement tenue pour acquise. Cependant, les temps changent et les innovations technologiques ouvrent de nouvelles possibilités, mais entraînent aussi de nouvelles menaces à la protection de la vie privée.

Les délégués se pencheront sur la pénurie de professionnels de la santé, un problème dont la gravité, selon M. Hanson, n'est pas pleinement reconnue.

LOTO QUÉBEC		Résultats	
Tirage du 2003-08-15		GAGNANTS	LOTS
07 13 15 21 26 40 41		7/7	0 5 000 000,00 \$
Complémentaire: (12)		6/7+	1 209 288,30 \$
Ventes totales: 11 403 948 \$		6/7	78 2 347,80 \$
Prochain gros lot: 7 500 000 \$		5/7	4 491 145,60 \$
Tirage du 2003-08-16		4/7	94 638 10,00 \$
Complémentaire: (30)		3/7+	86 543 10,00 \$
Ventes totales: 11 700 655 \$		3/7	782 070 Participation gratuite
Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$			
Quebec 49		GAGNANTS	LOTS
Tirage du 2003-08-16		6/6	0 1 000 000,00 \$
Complémentaire: (28)		5/6+	5 96 030,70 \$
Ventes totales: 573 273,00 \$		5/6	15 500,00 \$
Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$		4/6	949 50,00 \$
Tirage du 2003-08-17		3/6	17 931 5,00 \$
Complémentaire: (28)			
Extra		GAGNANTS	LOTS
Tirage du 2003-08-15		6/6	0 1 000 000,00 \$
Complémentaire: (28)		5/6+	5 96 030,70 \$
Ventes totales: 573 273,00 \$		5/6	15 500,00 \$
Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$		4/6	949 50,00 \$
Tirage du 2003-08-16		3/6	17 931 5,00 \$
Complémentaire: (28)			

Séisme en Chine

(Reuters) — Huit mille maisons ont été détruites, trois personnes sont mortes et un millier d'autres ont été blessées dans le tremblement de terre survenu samedi en Mongolie-intérieure, dans le nord de la Chine, rapportaient les autorités hier. Le séisme, mesuré à 5,9

ressenti jusqu'à Pékin, distante d'un demi-millier de kilomètres plus au sud. Selon l'agence Chine nouvelle, il s'agit du plus grave tremblement de terre dans la région depuis 700 ans. Les responsables locaux ont recensé 7912 maisons effondrées et 83 000 foyers endommagés par la secousse. Quelque 600 000 habitants sont affectés par le drame, a précisé Chine nouvelle. Une réplique de 4,7 a été enregistrée hier et d'autres secousses sont at-

tendues par les experts, alors qu'il pleut sur la région et que les secours manquent de tentes.

Un bateau coule au Brésil

(Reuters) — Un bateau transportant des passagers s'est renversé lors d'un orage tropical en forêt amazonienne dans un accident qui a coûté la vie à huit per-

sonnes, ont annoncé les autorités hier. Dix autres personnes sont toujours portées disparues. Le bateau, qui avait à son bord plus de 70 passagers, a coulé aux alentours du crépuscule samedi sur la rivière Madeira. Cinq adultes et trois enfants ont été tués dans l'accident dû à des vents violents et à des pluies torrentielles. La police a ajouté que le nombre de disparus pourrait augmenter en fonction du nombre de personnes embarquées sur le bateau.

• LE DEVOIR •

ACTUALITÉS

Mise en garde aux juristes

Robert F. Kennedy Jr fustige les pollueurs

Le fils de Bobby Kennedy en appelle à la «chasse aux pollueurs» par les citoyens et les groupes environnementaux

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

Nous vivons un «véritable cauchemar digne d'un roman de science-fiction». Un monde où «les enfants tombent désormais malades faute d'une qualité d'air convenable», où «la majorité des poissons ne sont plus comestibles à cause d'une trop forte contamination au mercure» et surtout où les gouvernements se font les «complices des grands pollueurs de la planète et des multinationales qui souhaitent mettre la main sur des biens communs comme l'air ou l'eau pour faire des profits».

Le portrait, qu'un José Bové, célèbre activiste français, aurait pu dresser avec les mêmes tonalités, est plutôt sombre. Mais hier après midi, à Montréal, Robert F. Kennedy Jr, fils de l'autre, l'a de nouveau très bien assumé devant les membres de l'Association du Barreau Canadien (ABC) présents de la Conférence juridique canadienne 2003.

Le pimpant Kennedy — à la faconde visiblement héréditaire — sait de quoi il parle. Avocat pour l'organisme environnemental Riverkeeper, pour le Natural Resources Defense Council et président de la Waterkeeper Alliance, il est devenu au fil des ans un spécialiste des causes juridiques à saveur environnementale aux

États-Unis, en Amérique du Sud ainsi qu'au Canada. Avec un constat adressé hier en guise de mise en garde: «Si nous ne protégeons pas nos infrastructures juridiques et nos infrastructures environnementales, nous courons tout droit vers la catastrophe», a-t-il lancé devant la centaine de personnes rassemblées au Palais des Congrès de Montréal.

Le bien commun

Dans sa ligne de mire: le bien commun qui aujourd'hui se retrouve au cœur de débats passionnés — «Aucune compagnie privée ne devrait avoir le droit de privatiser ces choses, car ils appartiennent à la communauté», dit-il — mais aussi la pollution de l'air et de l'eau qui font en sorte que les enfants doivent composer avec l'asthme et la fin des «parties de pêche avec papa et maman».

Et pas question de se fier aux gouvernements pour renverser la vapeur. «Car les entreprises ont beaucoup d'influence sur le pouvoir politique, elles achètent les politiciens qui, avec leurs lois, donnent finalement le droit aux compagnies privées de polluer», estime-t-il. Avec un résultat prévisible: «Aux États-Unis, un enfant sur quatre souffre de maladie respiratoire à cause du trop grand nombre de particules d'ozone dans

l'atmosphère, a-t-il mentionné tout en évoquant l'asthme chronique de ses enfants. Ici, ce n'est pas mieux. À Windsor en Ontario, l'un des coins de l'Amérique du Nord le plus pollué, 30 % des enfants ont développé des cancers.»

Chasse aux pollueurs

Devant l'inertie et la «complaisance» des gouvernements tout comme devant l'érosion des lois actuelles, le descendant de Bobby Kennedy en appelle donc à la «chasse aux pollueurs» par les citoyens et les groupes environnementaux. Chasse payante, selon lui, menée d'ailleurs par les nombreux organismes dont il dépend et qui se doit de passer par une sensibilisation accrue des citoyens — les artisans des poursuites — à la question environnementale.

«Il ne faut plus mettre au rancart les questions environnementales au nom de la prospérité, dit-il, et surtout ne plus accepter que plusieurs s'enrichissent en détruisant la qualité de vie des autres. Création d'emploi, investissement et respect de la nature peuvent aller de pair. Et à long terme, tout le monde peut en sortir gagnant.»

Rien qu'aux États-Unis, les traces de pollution du passé vont coûter près d'un trillion de dollars à faire disparaître. Et ce milliard de milliard aurait très bien



Robert F. Kennedy Jr, le fils de l'autre, s'est adressé hier aux membres de l'Association du Barreau Canadien réunis à Montréal.

pu servir dans le domaine de la santé, de l'éducation ou de la culture, a-t-il rappelé. Tout en ajoutant: «La nature nous enrichit, c'est la base de notre économie. Notre culture et notre identité sont

enracinées dans notre relation à la nature. Ça nous appartient à tous, et nous voulons savoir ce que les politiciens veulent faire avec ces biens communs.» Et devant le sourire charmeur

de Kennedy — qui considère les États-Unis comme «la 11^e province du Canada» — et son long discours engagé, la foule, majoritairement composée de juristes, s'est levée. Et a applaudi.

Feux de forêt en Colombie-Britannique

Un hélicoptère s'écrase

PRESSE CANADIENNE

Kamloops, C.B. — Un hélicoptère qui combattait les feux de forêt en Colombie-Britannique s'est écrasé, hier. Entre-temps, 500 personnes ont été évacuées de leurs maisons à l'est de Chase au cours de la fin de semaine.

L'hélicoptère, qui avait une seule personne à son bord, s'est écrasé à environ 80 kilomètres à l'est de 100 Mile House. Il participait aux efforts pour éteindre le feu du lac Bonaparte, au nord de Kamloops. Des pompiers et des secouristes ont été dépêchés sur les lieux de l'accident, mais aucune information sur l'état du pilote n'a été rapportée.

Par ailleurs, quelque 500 personnes ont été forcées de quitter leur domicile à l'est de Chase, après que le feu McGillivray, qui fait rage dans la région du lac Niskolith, eut pris davantage de force, s'approchant à 12 kilomètres du village.

Devant la menace, un ordre d'évacuation a été émis samedi après-midi. «Si le feu s'étend et traverse la rivière Thompson, il pourrait mettre en danger les 2600 résidents du village de Chase», a indiqué le pompier Jim McBride. Chase est situé à environ 50 kilomètres à l'est de Kamloops.

Les électeurs de Terre-Neuve se préparent à des élections

PRESSE CANADIENNE

St. John's, T.N. — Après le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse, ce sera au tour des électeurs de Terre-Neuve de se rendre probablement aux urnes à l'automne.

Les indices ne trompent pas. Le premier ministre Roger Grimes et les ministres de son cabinet se font un devoir d'assister à tous les événements, même les plus lo-

caux, ces jours-ci. Et les libéraux se font plus prodigues, du moins en ce qui concerne les annonces d'investissements aux petites entreprises et communautés.

M. Grimes a même pris un ton plus conciliant avec son grand frère fédéral, lui qui n'a pas manqué de tirer à boulets rouges sur le gouvernement central au cours des derniers mois, notamment sur la question de la pêche à la morue.

Et pour éviter une mauvaise sur-

prise, comme ce fut le cas au Nouveau-Brunswick pour le gouvernement de Bernard Lord, les libéraux de Terre-Neuve mettent la dernière main cette semaine à leur projet de loi visant à réduire les coûts d'assurance-automobile, et ce avant même qu'une commission chargée d'étudier la question ne soumette son rapport. M. Grimes a déjà dit qu'il appellera le peuple à voter cet automne, après le début de la rentrée scolaire.

«En 1984-85, un régime communiste, hostile aux États-Unis, était au pouvoir en Éthiopie et ne coopérait pas avec les organisations internationales», rappelle un responsable humanitaire sous couvert de l'anonymat. La famine de 1984-85, dont les images terribles restent encore gravées dans toutes les mémoires, a fait près d'un million de morts. De 1974 à 1991, le pays était dirigé d'une main de fer par le régime militaire-marxiste du colonel Mengistu Haile Mariam.

Sécheresse en Éthiopie

Le pire a été évité

CHRISTOPHE
PARAYRE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Addis Abeba — Confrontée à une longue sécheresse, l'Éthiopie a évité une famine meurtrière grâce à une aide exceptionnelle de la communauté internationale, un gouvernement coopératif, sensibilisé au problème et favorable aux États-Unis.

Mais si le pire semble avoir été évité, plus de 13,2 millions de personnes, soit un habitant sur cinq de ce pays pauvre de la Corne de l'Afrique, reste sous «perfusion alimentaire» et ne survit que grâce à l'aide alimentaire internationale.

Première bonne surprise dans cette «catastrophe annoncée», la réponse des donateurs. Les agences de l'ONU et organisations internationales avaient demandé 1,5 mil-

lion d'aide alimentaire pour l'année 2003. Cette demande a été satisfaite à 100 %.

«L'aide alimentaire est arrivée. Jusqu'à présent les donateurs ont été très généreux envers l'Éthiopie», se félicite Wagdi Othman, chargé de l'information au bureau du Programme alimentaire mondial (PAM) à Addis Abeba. «C'est une des rares fois où les donateurs ont fourni la totalité de l'aide alimentaire nécessaire. La crise s'annonçait en effet très grave, car la petite et la grande saison des pluies avaient été médiocres en 2002», souligne-t-il. «C'est la première fois en Éthiopie qu'autant de personnes étaient affectées», ajoute le responsable du PAM.

Mais la moitié de l'aide alimentaire provient d'un seul pays, les États-Unis. Addis Abeba est un allié fidèle de Washington dans cette région particulièrement instable et a été

un de ses rares soutiens en Afrique lors de la guerre en Irak.

Avec plus de 67 millions d'habitants, le pays est le plus peuplé d'Afrique subsaharienne après le Nigeria, et partage une longue frontière avec la Somalie, livrée depuis 1991 à des chefs de guerre et régulièrement accusée d'abriter des réseaux terroristes.

«En 1984-85, un régime communiste, hostile aux États-Unis, était au pouvoir en Éthiopie et ne coopérait pas avec les organisations internationales», rappelle un responsable humanitaire sous couvert de l'anonymat. La famine de 1984-85, dont les images terribles restent encore gravées dans toutes les mémoires, a fait près d'un million de morts. De 1974 à 1991, le pays était dirigé d'une main de fer par le régime militaire-marxiste du colonel Mengistu Haile Mariam.

Travail de recherche

Les jeunes femmes engagées en politique préfèrent rester dans l'ombre

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

Québec — Peu de jeunes femmes s'impliquent dans les partis politiques québécois. Celles qui le font toutefois y voient une «école de formation et un lieu d'intégration sociale».

C'est ce qui ressort d'un mémoire de maîtrise de Julie Jacques présenté à l'Université du Québec à Montréal. Le mémoire, intitulé *L'engagement politique des jeunes femmes au Québec*, vient de recevoir le Prix de la Fondation Jean-Charles Bonenfant, lors d'une récente cérémonie à l'Assemblée nationale, en présence du président de la Chambre, M. Michel Bissonnet.

Mme Jacques constate que peu de jeunes sont membres d'un parti politique au Québec et qu'une majorité de jeunes ne font pas confiance aux différentes formations politiques qui luttent pour le pouvoir.

Mais elle a analysé, par l'entremise d'un questionnaire détaillé, les motivations d'une dizaine de jeunes femmes qui militent activement dans les deux principales formations politiques du Québec, au sein de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec ou du Comité national des jeunes du Parti québécois.

Première constatation: les jeunes femmes ont toutes été sensibilisées très jeunes à la politique active par leurs parents, notamment par leur père.

«Le rôle des parents dans l'éducation politique semble tout à fait déterminant sur le choix de militer», constate la chercheuse. Les jeunes militantes péquistes

avaient toutes des parents impliqués dans les luttes référendaires de 1980 et de 1995. Dans certains cas, ce militantisme des parents remontait à l'époque du défunt Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), un parti politique qui s'est sabordé en 1968.

Même chose chez les jeunes libérales, dont l'une, par exemple, avait un père organisateur d'un député fédéral.

«La famille reste un lieu important d'échanges, de façonnement des valeurs et des modèles culturels, de formation de l'identité politique», estime Mme Jacques.

Langue de bois

Autre caractéristique des jeunes militantes politiques: elles rejettent unanimement la «langue de bois» qui caractérise la politique et elles gardent leur distance avec les lignes de parti.

Une des jeunes péquistes s'est, par exemple, dissociée du discours du PQ sur les infirmières, tandis qu'une militante libérale signale que les jeunes libéraux prennent des positions qui vont parfois à l'encontre de celles de leur chef, et «cela ne nous dérange pas».

Presque aucune des jeunes femmes interrogées n'ambitionne de devenir députée ou ministre. «Elles projettent de demeurer dans l'ombre, et à l'arrière-scène, une position qui leur assurerait un pouvoir d'agir».

Des sondages récents indiquent par ailleurs que 77 % des jeunes de 15 à 29 ans ne font pas confiance aux partis politiques et que 81 % des jeunes femmes sont sceptiques face aux politiciens.

Trois semaines de prison

Un manifestant anti-OMC est de retour chez lui

PRESSE CANADIENNE

Fredericton — Un homme qui a séjourné trois semaines dans une prison de Montréal pour avoir protesté contre l'Organisation mondiale du commerce a été libéré et est de retour chez lui, au Nouveau-Brunswick.

Vaughn Barnett, âgé de 42 ans, est arrivé à Fredericton hier, deux jours après avoir retrouvé sa liberté. Arrêté le 28 juillet, il avait été gardé en prison pour avoir refusé d'accepter ses conditions de libération et de payer 200 \$.

«Je n'aurais pas dû être soumis à ces conditions et je n'aurais pas dû passer 18 jours en prison pour avoir protesté contre cela», a déclaré M. Barnett peu après son arrivée.

Vendredi, un juge de la Cour supérieure du Québec a décrété que M. Barnett avait été privé de «ses droits les plus élémentaires» par le juge qui a présidé aux enquêtes en cautionnement de quelque 120 manifestants.

M. Barnett n'avait pas été autorisé à soumettre de preuve au cours de son audience, le 29 juillet, même s'il contestait les conditions proposées par la poursuite et son inculpation pour attroupement illégal. M. Barnett faisait valoir que son arrestation était illégale et que ses droits avaient été brimés par la police et le juge. Ce chercheur et avocat faisait partie de la centaine de protestataires arrêtés dans une «zone verte», un terrain vacant à l'écart de l'hôtel devant lequel se déroulaient les manifestations.

Bourse de journalisme AJIQ Le Devoir 2003

Vous êtes journaliste indépendant? Vous aimeriez le devenir?

À GAGNER

2000\$ pour réaliser une série de deux reportages (1200 mots ou six feuillets chacun) publiée dans *Le Devoir*.

POUR PARTICIPER

- Être membre de l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ);
- Faire parvenir à l'adresse civique de l'AJIQ (1601, rue de Lorimier, Montréal, H2K 4M5) un curriculum vitae et trois articles déjà publiés;
- Joindre un synopsis décrivant en 250 mots votre projet de reportage, qui sera soumis au jury du concours, avant le 17 octobre 2003.

Pour en savoir plus, visitez le site Web de l'AJIQ : www.ajiq.qc.ca/bourse.html

Ou écrivez à l'AJIQ :
1601, de Lorimier,
Montréal (Qc)
H2K 4M5
ajiq@cam.org

AJIQ

Association des
journalistes
indépendants du
Québec

LE DEVOIR

• LES ACTUALITÉS •

La canicule en France



Champ de tournesols près de Toulouse. La sécheresse en France a provoqué des pertes considérables chez les agriculteurs dans à peu près toutes les régions. Seuls les producteurs de vin profitent de la situation.

JEAN-PHILIPPE ARLES REUTERS

Le gouvernement Raffarin dément le chiffre de 5000 morts

La situation serait « totalement maîtrisée » selon le ministre de la Santé Jean-François Mattei

ASSOCIATED PRESS

Paris — La situation due à la canicule en France est « totalement maîtrisée », a affirmé hier le ministre de la Santé Jean-François Mattei en soulignant cependant que l'alerte était « maintenue ». Evoquant le nombre de décès dus aux fortes chaleurs, il a démenti l'estimation de 5000 morts faite vendredi par le président de l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France (AMUH), le Dr Patrick Pelloux.

Selon M. Mattei, qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite au Service d'aide médicale urgente (Samu) parisien, « les chiffres qui m'ont été communiqués par mes services aujourd'hui s'en tiennent aujourd'hui à la fourchette d'estimation entre 1600 et 3000, même s'il

est vrai que cela sera probablement dans la partie haute de cette fourchette. Je n'ai pour ma part pas connaissance de ce chiffre de 5000 ».

« Sachez simplement que la crise a été gérée dans les hôpitaux pour le moment comme elle devait l'être et que nous restons sur le pied de guerre », a-t-il déclaré. « Nous sommes très vigilants parce que les choses ne sont pas totalement terminées pour ceux qui restent à l'hôpital et pour ceux qui arrivent en urgence différée ».

L'hôpital, « les urgences, les Samu ont correctement fonctionné avec des personnels soignants et administratifs remarquables », s'est félicité le ministre.

« Autopsie collective » réclamée

Les fortes chaleurs qui ont sévi pendant une dizaine de jours en France ont provoqué « entre

3000 et 5000 morts », avait estimé le Dr Pelloux, l'un des premiers à avoir tiré la sonnette d'alarme. Le médecin a réclamé la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'un « vaste travail d'autopsie collective » afin de comprendre « les incroyables dysfonctionnements » du système de santé durant ces fortes chaleurs.

Le Dr Pelloux affirme avoir alerté les autorités sanitaires dès « le 6 ou le 7 août » avant de lancer un cri d'alarme devant les médias dimanche dernier, alors que le Plan blanc de mobilisation des lits n'a été déclenché que mercredi soir en Ile-de-France. Il dénonce aussi les fermetures de lits d'hôpitaux l'été qui ont pesé sur l'accueil des malades.

Les Verts et le député socialiste Arnaud Montebourg ont réclamé la démission du ministre

de la Santé, auquel le premier ministre Jean-Pierre Raffarin a apporté samedi son soutien.

« La recherche du bouc émissaire n'est pas pour moi la solution », a-t-il dit.

Selon la Direction générale de la santé (DGS) et l'Institut de veille sanitaire (InVS), une « évaluation nationale fiable du nombre de décès » associés à la canicule ne devrait « pas être disponible avant plusieurs semaines ».

Les données disponibles recueillies dans les grands centres hospitaliers de plusieurs villes françaises font apparaître une « baisse significative du nombre de décès après le pic du 12 août ». Mais il n'est pas possible « pour l'instant » de considérer que « l'épidémie [de décès] soit complètement résolue, des décès différés étant à craindre », notent la DGS et l'InVS.

MALI

Les derniers otages européens du Sahara sont enfin libérés

SERGE DANIEL
ET MUHAMED JUNIOR
OUATTARA
AGENCE FRANCE-PRESSE

Gao (Mali) — Après plus de cinq mois de détention, les 14 otages européens enlevés dans le Sahara algérien et détenus dans le nord-est du Mali ont été libérés hier à Tessalit, localité de la région de Kidal, ont annoncé les autorités de la ville malienne de Gao.

Selon des autorités administratives, les otages — neuf Allemands, quatre Suisses et un Néerlandais — doivent être rapatriés à Bamako à bord d'un Transal, vu à l'aéroport de Gao par un journaliste de l'AFP.

La télévision publique allemande ZDF a précisé qu'une rançon avait été payée samedi par le gouvernement malien. Pour sa part, le gouvernement allemand n'a pas confirmé la libération.

Les signes d'une libération imminente s'étaient multipliés dans la journée avec l'arrivée à Bamako à bord d'un avion médicalisé du secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères, Jürgen Chrobog, qui avait indiqué que « toutes les dispositions » avaient été prises pour l'évacuation des otages.

« Nous avons bon espoir [que les otages soient libérés], le fait que je sois venu avec un avion médicalisé montre que nous sommes confiants », avait poursuivi M. Chrobog.

Par ailleurs, un avion militaire malien avait atterri hier après-midi à Gao (nord), d'où il avait décollé après une brève escale, avec des militaires à bord, pour la localité de Tessalit, située dans la région de Kidal (nord-est).

Tessalit, localité à près de 1720 km de Bamako, avait été évoquée comme lieu de refuge du groupe ayant enlevé au total 32 touristes européens entre la mi-février et la mi-mars dans l'immensité du Sahara algérien souvent livrée aux contrebandiers et aux aventuriers.

Dix-sept otages (10 Autrichiens, 6 Allemands et un Sué-

dois) avaient été libérés le 13 mai. Fin juin, une otage allemande est morte des suites d'une insolation.

Les 32 otages européens faisaient partie de plusieurs groupes de touristes. Ils voyageaient par leurs propres moyens et sans guide dans le Sahara algérien, zone incontrôlable qui couvre plus de deux millions de kilomètres carrés.

Responsables

La série d'enlèvements a été imputée à l'Algérien Amari Saïfi, dit Abderrezak le para, qui aurait sa base en Algérie et serait le numéro 2 du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) d'Hassan Hattab.

Selon l'état-major de l'armée algérienne, les 17 touristes libérés en mai étaient détenus par le GSPC, à 150 km au nord de Tamanrasset. Ils ont été libérés lors d'un « bref assaut », selon l'armée. Le quotidien *El Watan* parle de « violents accrochages » qui ont fait quatre morts dans les rangs des ravisseurs.

Le GSPC, dans le sud, est dirigé par un des lieutenants d'Hassan Hattab, Mokhtar Belmokhtar, dit « Belaouar » le borgne, agissant dans la bande frontalière avec le Mali et mêlant activité islamiste et contrebande. Début juillet, on indiquait de source diplomatique à Alger que des contacts auraient eu lieu entre des représentants du GSPC et l'Allemagne.

Début août, les ravisseurs avaient exigé une rançon de 4,6 millions d'euros (7,2 millions de dollars) par otage (au total 64,4 millions d'euros, soit 100 millions de dollars). Le 13 août, les ravisseurs ont accepté pour la première fois que vivres et médicaments soient acheminés aux otages, en marge des pourparlers engagés avec le médiateur malien à Kidal (1500 km au nord-est de Bamako).

La libération d'hier est le fruit de la médiation malienne, pilotée par Iyad Ag Agaly, figure de l'ancienne rébellion touareg au Mali devenu un sage respecté dans la région nord.

Bilan d'une expérience

Le péage électronique londonien commence à porter ses fruits

AGENCE FRANCE-PRESSE

Londres — En six mois d'existence, l'ambitieux projet de « péage électronique » lancé par le maire de Londres, Ken Livingstone, dans l'espoir de réduire les embouteillages tout en modernisant les transports publics dans la capitale britannique, a commencé à porter ses fruits.

« Il est un peu tôt pour faire un bilan, mais nous sommes fiers de voir que les embouteillages ont été réduits de 32 %, ce qui dépasse l'objectif que nous nous étions fixé », a déclaré à l'AFP Ruth Excell, porte-parole des transports de Londres (TfL).

Hier, le « bébé » du maire a fêté donc ses six mois. Et les cinq livres (11 \$ canadiens) à déboursier pour entrer en voiture au cœur de Londres ont déjà dissuadé de nombreux automobilistes, permettant de réduire de 16 % le nombre de véhicules dans la zone concernée, même si 98 000 irréductibles payent quotidiennement ce péage.

Succès oblige, la mairie, qui comptait récolter 130 millions de livres (près de 288 millions de dollars) pour rénover les transports publics londoniens grâce aux recettes de cette « taxe d'embouteillage », a dû revoir ses prévisions à la baisse, tablant désormais sur une recette de 66 millions de livres (146 millions de dollars) pour 2003.

Mais « notre budget transport pour l'année en cours étant de deux milliards de livres (4,4 milliards de dollars), cela ne devrait pas affecter nos travaux outre mesure », souligne le porte-parole de TfL.

« C'est une révolution pour Londres. Le système n'est pas parfait, mais Ken Livingstone a fait tout ce qui était en son pouvoir, compte tenu des limites imposées par la loi », a estimé Andrew Davis, directeur de l'Association écologiste pour les transports (ETA).

« Le principe de la taxe est excellent, c'est un pas significatif pour s'attaquer à la pollution et aux changements climatiques et cela devrait être instauré à l'échelon national », juge-t-il.

Beaucoup de petites sociétés se plaignent des répercussions de cette taxe sur leurs affaires

Banque de données

Depuis le 17 février, les automobilistes doivent acquitter une « taxe d'embouteillage » pour circuler au cœur de la capitale britannique, dans une zone de 20 km² délimitée par la gare de Victoria à l'ouest, King's Cross au nord, Tower Bridge à l'est et Elephant Castle au sud.

Reliées à une banque de données, 800 caméras lisent les plaques minéralogiques pour vérifier que les voitures circulant dans la zone payante ont bien versé le montant de la taxe, à l'avance ou avant 20h le jour même, par le téléphone, Internet, ainsi que dans les bureaux de poste et divers commerces.

Tous les numéros d'immatriculation des voitures répertoriées au Royaume-Uni ont, en effet, été entrés dans une gigantesque banque de données. Lors du paiement, la plaque d'immatriculation est mémorisée dans un ordinateur central. Trente mille amendes, qui peuvent aller jusqu'à 80 livres (177 dollars), sont infligées chaque semaine et, selon les transports de Londres, seuls 2 % des fraudeurs font appel.

Mais cet optimisme ne fait pas l'unanimité. Un dixième des véhicules à Londres ne figureraient pas dans la banque de données, rendant difficile le repérage des fraudeurs, selon Rebecca Rees, porte-parole de l'Automobile Club britannique.

« Le système connaît de gros dysfonctionnements. Une femme a même reçu 16 amendes, bien qu'elle n'ait jamais conduit dans Londres », raconte-t-elle. De même, beaucoup de petites sociétés se plaignent des répercussions de cette taxe sur leurs affaires.

Certains reprochent de même à « Ken le Rouge » d'avoir mis en place une taxe socialement inique, qui pénaliserait avant tout les familles les moins aisées.

« Nous avons mis en place 300 bus de plus, en réduisant le temps d'attente de 23 %, donc les grands gagnants sont les usagers du bus, qui sont souvent les salariés les moins bien payés », a rétorqué Ruth Excell.

Après un moratoire de 14 ans

L'Islande reprend la chasse à la baleine

AGENCE FRANCE-PRESSE

Reykjavik — L'Islande a repris officiellement hier matin la chasse à la baleine, après un moratoire de 14 ans, un seul bateau quittant le port de Reykjavik pour chasser le cétacé, sur une mer calme et par un beau soleil.

L'équipe du Sigurbjorg, l'un des trois navires agréés par le ministère des Pêcheries, a indiqué à l'AFP qu'elle avait déjà repéré quelques baleines franches, mais qu'elle n'avait pas encore tiré sur elles car elle se trouvaient en dehors de la zone de chasse autorisée. Au moins un autre bateau agréé devait partir en mer hier.

La reprise de la chasse à la baleine, officiellement prévue vendredi, avait été différée en raison du mauvais temps, des vents violents et une mer démontée rendant très difficile la localisation des cétacés.

Le ministère islandais des Pêcheries avait autorisé le 6 août la prise à des fins scientifiques de 500 baleines franches en deux ans, dont 38 en août et septembre, à compter du 15 de ce mois.

Aucune baleine franche n'a été chassée en Islande depuis 1985 et, dès 1989, toutes les races de baleines étaient protégées dans ce pays.

La décision de reprendre cette chasse a été fermement condamnée par les États-Unis, la Grande-Bretagne, ainsi que par nombre d'organisations et associations, comme Greenpeace, ITC (commission internationale de la chasse à la baleine) ou la RSPCA (société britannique de protection des animaux).

Les ministères islandais, ainsi que les ambassades du pays dans



HERIBERTO RODRIGUEZ REUTERS

L'Islande avait accepté en 1983 un moratoire sur la chasse à la baleine, entré en vigueur trois ans plus tard. Elle s'était depuis prononcée pour une levée de ce moratoire, tout comme ses principaux alliés, le Japon et la Norvège.

le monde, ont été assaillis de courriels de protestation.

Selon un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, cité hier par le journal *Icelandic*, ces courriels, qui sont tous similaires, sont une bonne chose car ils offrent à l'Islande « une plateforme pour défendre sa cause ». Chaque courriel recevra une réponse, a-t-il assuré.

Motifs « scientifiques »

Pour les Islandais, la chasse à la

baleine est le seul moyen d'obtenir des informations scientifiques et d'étudier le régime alimentaire des cétacés en examinant le contenu de leur estomac.

Mais ces arguments pourraient se révéler inefficaces, alors que l'opposition prépare ses armes, Greenpeace ayant notamment annoncé l'arrivée sur zone du *Rainbow Warrior* dans les prochaines semaines.

L'Islande avait accepté en 1983 un moratoire de la CBI sur la

chasse à la baleine, entré en vigueur trois ans plus tard. Elle s'était depuis prononcée pour une levée de ce moratoire, tout comme ses principaux alliés, le Japon et la Norvège.

Le Japon permet notamment de chasser 700 baleines par an, officiellement à des fins scientifiques. Mais les partisans d'une protection accrue des mammifères marins accusent Tokyo d'user de ces prétextes pour faire de la chasse commerciale.

LE DEVOIR

LE MONDE

Nouvelles difficultés pour la «feuille de route»

Retrait israélien reporté

AGENCE FRANCE-PRESSE

Ramallah (Cisjordanie) — Le transfert par Israël du contrôle sécuritaire des villes de Jéricho et Kalkiliya (Cisjordanie) à l'Autorité palestinienne, prévu en début de semaine, a été reporté hier à la suite de l'échec d'une réunion entre les deux parties.

«La réunion s'est terminée sans résultat et sans calendrier (de retrait). Il n'y aura pas de retrait demain ni après-demain», a déclaré à l'AFP Elias Zananiri, porte-parole du ministre palestinien chargé des Affaires de sécurité Mohammad Dahlane.

Le ministre de l'Information Nabil Amr avait annoncé auparavant que le transfert du contrôle de ces deux villes autonomes aux Palestiniens commencerait dès aujourd'hui, ainsi qu'une levée de barrages en Cisjordanie, alors que celui de Tulkarem et Ramallah se ferait plus tard.

Selon M. Zananiri, Israël a refusé de démanteler un barrage de l'armée à l'entrée de Kalkiliya.

«Israël a créé ce problème. Il a dit qu'il se retirerait de Kalkiliya mais il veut maintenir la barrière à l'entrée de la ville», a-t-il précisé, ajoutant: «Nous rejetons cela totalement, car c'est contraire à l'accord entre Dahlane et [le ministre israélien de la Défense Shaul] Mofaz».

Une source militaire israélienne a confirmé que la réunion entre des officiers et des responsables locaux «n'avait pas abouti», sans préciser la raison, et qu'il n'y aurait pas de retrait aujourd'hui. Mais elle a annoncé une nouvelle réunion «dans les prochains jours».

M. Mofaz avait confirmé auparavant un retrait prévu de Kalkiliya et Jéricho et, dans une phase ultérieure de Ramallah et Tulkarem, mais avait assorti cette mesure à une série de conditions.

Il a indiqué qu'Israël et l'Autorité palestinienne étaient parvenus à un «accord de principe» sur le retrait de ces villes.

Il a souligné que ces retraits dépendraient d'un «réglement de la question des Palestiniens recherchés par Israël» pour implication dans des attentats et qu'il s'agissait d'un «processus réversible, qui se ferait pas par pas» et

qui sera stoppé en cas d'attentat palestinien.

De son côté, le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat a dénoncé les retraits prévus comme une manœuvre.

«Il s'agit d'une tentative évidente de la part d'Israël de gagner du temps et d'échapper aux obligations de la "feuille de route"», a déclaré M. Arafat en référence au plan international de paix.

«Un retrait d'une petite portion de notre territoire ne veut rien dire si le siège continue et si les barrages ne sont pas levés», a poursuivi M. Arafat assiéjé dans son QG par l'armée israélienne depuis près de 20 mois.

Le transfert du contrôle sécuritaire des quatre villes à l'Autorité palestinienne avait été décidé lors d'une rencontre entre MM. Mofaz et Dahlane. Jéricho est la seule ville de Cisjordanie à n'avoir pas été réoccupée par l'armée israélienne depuis juin 2002, mais l'armée y a procédé à des incursions.

Kalkiliya, au voisinage immédiat de la «ligne verte» qui sépare Israël de la Cisjordanie, est quant à elle complètement encerclée, à l'ouest par la ligne de sécurité construite par Israël et à l'est par une clôture.

Une rencontre sécuritaire s'est en outre tenue dans le sud de la bande de Gaza pour discuter de la levée des barrages militaires israéliens sur l'axe routier entre Khan Younés et Rafah, près de la frontière avec l'Égypte, mais n'a pas abouti à des résultats, selon des sources sécuritaires palestiniennes.

Par ailleurs, la menace d'un attentat plane sur Israël après la mort d'un chef local du Jihad islamique, tué jeudi dans un raid israélien à Hébron (Cisjordanie), que le mouvement radical a juré de venger en dépit de la trêve dans les attaques contre Israël proclamée fin juin par les groupes armés palestiniens.

Selon la radio militaire israélienne, l'armée et la police ont reçu 32 alertes à l'attaque à la bombe dimanche.

L'armée a commencé en outre la construction de deux bases dans le secteur autonome palestinien de Hébron, réoccupé depuis plus d'un an.



PATRICK OLUM REUTERS

La mort samedi de l'ex-dictateur de l'Ouganda, Idi Amin Dada, a fait les manchettes des journaux de Kampala, la capitale.

Mort d'Idi Amin Dada

«Big Daddy», le sanguinaire

CHRISTOPHE AYAD
LIBÉRATION

Les amateurs de poésie apprécieront de savoir qu'Idi Amin Dada se proclamait «seigneur de toutes les bêtes de la Terre et de tous les poissons de la mer, vainqueur de l'impérialisme britannique» et aussi «dernier roi d'Ecosse». Ceux qui ne jurent que par les chiffres retiendront qu'Amin Dada a été neuf fois champion de boxe poids lourd d'Ouganda, qu'il mesurait 1,98 m pour 126 kg, a eu 43 enfants, ou 48, mais peu importe (on l'a surnommé «Big Daddy»), et qu'en huit ans de règne il a causé la mort de 100 000 à 300 000 Ougandais. Pour les amateurs de littérature, un seul livre, l'excellent *Dernier roi d'Ecosse* de Giles Foden. Idi Amin Dada est mort samedi, à 78 ans, dans une clinique de Djeddah, en Arabie Saoudite, où il coulait un exil paisible. Il a été le dictateur le plus sanguinaire, le plus baroque et caricatural de l'Afrique postindépendance. Mobutu était mégalo, Mengistu un meurtrier de masse, Bokassa un histrion, mais nul n'a aussi bien incarné le fantasme du «roi nègre» et de ses turpitudes.

Recruté par les Britanniques

Amin Dada est né, en 1925, dans le village de Koboko. Sa tribu, les Kakwas, vit dans la région d'Arua, une terre pauvre et retirée, aux confins de l'Ouganda, du Congo-Kinshasa et du Soudan: surnommés les «Nubiens» à cause de leurs origines nilotiques, ils sont musulmans, durs au combat et sans pitié. Abandonné par son père, Amin est élevé par sa mère, qui s'installe à Jinja, la deuxième ville d'Ouganda. C'est un «bayaye», un immigré de l'intérieur, un rejeton de l'exode rural. A 21 ans, son gabarit le fait repérer par les sergents recruteurs britanniques qui l'enrôlent dans le 4^e bataillon du King's African Rifles. De 1952 à 1960, il participe pour le compte de la Couronne à la sanglante répression de la révolte des Mau-Mau, au Kenya voisin. A l'indépendan-

ce de l'Ouganda, en 1962, il n'est que sergent-chef, le grade le plus élevé auquel peut accéder un «nègre». Le premier ministre Milton Obote, qui le juge inoffensif et limité, l'envoie parfaire sa formation en Grande-Bretagne et en Israël, où il suit un entraînement de para. Nommé chef d'état-major, Amin finit par renverser Obote, devenu président, lors d'un voyage à l'étranger le 25 janvier 1971. Il commence, avec ses fidèles, par épurer les casernes de tous ceux qui pourraient représenter une menace, en particulier les Acholis, l'ethnie de Milton Obote.

Commence alors le règne le plus hallucinant de l'histoire moderne de l'Afrique. Dès 1972, convaincu par les alléchantes promesses de Kadhafi, Amin Dada expulse les 500 conseillers militaires, experts et diplomates israéliens installés en Ouganda, plaque tournante de l'influence israélienne en Afrique, entre autres à cause des sources du Nil. Sa haine d'Israël n'a pas de limites: Amin cautionne l'Holocauste, organise des manœuvres militaires dans les montagnes ougandaises pour simuler une invasion du Golan. En juin 1976, il accueille le commando germano-palestinien du Front populaire de libération de la Palestine qui a pris en otage un avion d'Air France avec 256 personnes à bord. L'aéroport d'Entebbe est gardé par l'armée ougandaise. Ce qui n'empêche pas un commando de l'armée israélienne de réaliser sa plus spectaculaire opération de sauvetage: quatre terroristes et 20 soldats ougandais sont tués, et tous les otages, sains et saufs, embarqués à destination d'Israël. De rage, Amin Dada fait exécuter le lendemain tous les employés de l'aéroport.

Dans un souci d'africanisation, Amin Dada expulse en 1972 les 80 000 Indiens qui contrôlaient l'économie ougandaise. C'est la ruine. Les soldats, originaires pour la plupart des tribus nilotiques du Nord, se paient en volant le bétail et les récoltes. Mais Amin Dada ne se soucie que des grands de ce monde. Il écrit à «dear brother»

Nixon, accable Brejnev et Mao de conseils et de missives. Il organise une quête pour «l'Angleterre en crise», propose à la reine Elizabeth de venir en Ouganda voir ce qu'est un «vrai homme»: en 1976, les relations diplomatiques sont rompues avec l'ex-colonie. Autoproclamé président, Amin se décore «maréchal de campagne à vie», choisit ses voitures en fonction de la couleur de ses costumes. La radio et la télévision ne parlent que de lui. Acteur-né, il aime jouer de l'accordéon en public.

Maladivement paranoïaque, Amin Dada annonce les remaniements ministériels à la radio. Tout opposant, tout rival potentiel est torturé, éliminé. Ses propres ministres finissent jetés aux crocodiles. Il se proclame «le plus grand stratège de tous les temps» et organise des simulations d'assaut, à balles réelles, sur Pretoria, Le Cap ou Johannesburg qu'il veut libérer du régime d'apartheid. Dépité par les rebuffades de son voisin, le Tanzanien Julius Nyerere, à qui il envoyait des télégrammes regrettant qu'il ne soit pas une femme, car sinon il l'aurait épousé «malgré ses cheveux gris», Amin Dada lance ses troupes — la moitié a déserté l'année précédente — à l'assaut de la Tanzanie voisine en avril 1979. La guerre devait durer «vingt-cinq minutes». De fait, c'est un désastre éclair: la Tanzanie, qui n'a perdu qu'un seul tank, envahit l'Ouganda et renverse Amin Dada.

Il refait surface en Libye avant d'atterrir en Arabie Saoudite, qui lui accorde un asile doré pour avoir «contribué à propager l'islam». A Djeddah, il fréquente les saunas, déjeune dans les grands hôtels, passe tous les jours à l'aéroport récupérer de la farine de manioc et des bananes vertes expédiées par des amis.

Le soir, il va siroter un thé à l'hôtel Waha avant de rentrer dans sa villa cossue au volant d'une Chevrolet Caprice.

Au journaliste italien Riccardo Orizio qui l'a rencontré en 1997 pour un livre intitulé *Paroles du diable: rencontre avec sept dictateurs (1)*, il explique: «Je n'ai pas de remords, seulement de la nostalgie».

(1) *Talk of the Devil: Encounters with Seven Dictators*, Secker & Warburg, Londres, 2003.

Bagdad privée d'eau

ASSOCIATED PRESS

Takrit, Irak — Les habitants de Bagdad étaient privés d'eau hier en raison du sabotage d'une importante canalisation d'eau, tandis que l'incendie de l'oléoduc du nord du pays faisait toujours rage, doublé d'un deuxième sinistre quelques kilomètres plus loin.

L'armée américaine juge qu'il est trop tôt pour déterminer l'origine du feu, imputé à des saboteurs par la police irakienne. Quelle que soit sa cause, cet incendie coûte cher à l'Irak: l'administrateur civil américain Paul Bremer a fait savoir que le pays perdait sept millions de dollars par jour avec l'interruption des exportations pétrolières, qui avaient repris mercredi vers la Turquie.

Sur le site du deuxième incendie, les pompiers irakiens étaient impuissants devant les flammes. L'un des responsables Abdul Khalik Akroum Fatah, jugeait «très mystérieux» ce deuxième incendie proche du premier. Il a ajouté que les soldats américains avaient été informés, mais qu'il n'y avait pas grand-chose à faire: «Ils ont déjà fermé l'oléoduc. Alors tout ce que nous pouvons faire, c'est attendre que le pétrole qui reste ait fini de brûler».

A Bagdad, une explosion a provoqué la rupture d'une importante canalisation d'eau dans le nord de la ville. Les rues proches ont été inondées et l'ensemble du réseau a dû être coupé, alors que la température a dépassé les 40 degrés dans la ville.

Des témoins ont rapporté avoir vu deux hommes à moto abandonner un sac d'explosifs qu'ils ont fait sauter quelques minutes plus tard. «C'est un acte de sabotage», a affirmé Majid Noufel, ingénieur de la compagnie des eaux de Bagdad. L'eau ne devait pas être rétablie avant la fin de la journée, selon Faris Abdul Razak, adjoint au maire de Bagdad.

Les soldats américains de la 4^e Division d'infanterie ont annoncé avoir découvert une importante fabrique de bombes artisanales dans un village proche de Takrit, selon le colonel Steve Russel.

Les Américains ont saisi des explosifs, des détonateurs, ainsi que plusieurs mortiers et des armes au-

tomatiques. Deux Irakiens ont été arrêtés. Les soldats ont également arrêté 12 membres présumés de la milice des Fedayine de Saddam près de Bakouba, à 70 km au nord de Bagdad. Les 12 hommes ont été arrêtés sans résistance, après une information fournie par un Irakien.

Caméraman tué

De nouvelles violences ont par ailleurs secoué le pays. Trois irakiens sont morts et 61 autres ont été blessés par deux obus de mortier tirés samedi soir contre la prison d'Abou Ghraib aux environs de Bagdad, selon un porte-parole de l'armée américaine Anthony Reinoso qui a dit ignorer si les victimes étaient des détenus ou des gardiens. Un caméraman de l'agence de presse britannique Reuters a été tué en filmant à l'extérieur de l'établissement carcéral, selon son employeur. Mazen Dana était âgé de 41 ans. L'armée américaine a confirmé la mort d'un civil et déclaré enquêter à ce sujet.

De son côté, l'armée danoise a annoncé hier à Copenhague que l'un de ses hommes avait trouvé la mort samedi dans une fusillade avec des Irakiens armés lors d'une patrouille de routine près de Bassorah dans le sud du pays. Le caporal Preben Pedersen, 34 ans, est le premier Danois tué en Irak sur les 400 hommes envoyés par le Danemark dans la région de Bassorah. Deux Irakiens ont été tués et un autre blessé lors de la fusillade, tandis que six ont été arrêtés. Une enquête préliminaire indique que le militaire pourrait avoir été atteint par un tir ami, selon l'armée danoise.

L'incendie déclenché vendredi près de Bajidji, à 200 km au nord-est de Bagdad, a entièrement coupé l'oléoduc de 950 km, qui avait recommencé mercredi à acheminer du pétrole des champs pétroliers du nord de l'Irak au terminal pétrolier turc de Ceyhan. Pour les responsables irakiens, il ne fait pas de doute que cette explosion est criminelle. Le ministre irakien par intérim du Pétrole Samir al-Ghabdan a déclaré que des explosifs avaient été utilisés. L'Irak possède les deuxième réserves de brut en importance au monde.

Crise libériane

Le LURD renonce à la vice-présidence

ASSOCIATED PRESS

Accra, Ghana — Les rebelles du LURD (Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie) ont renoncé hier à revendiquer la vice-présidence du futur gouvernement de transition, ouvrant la voie à un accord de partage du pouvoir qui pourrait être signé dès aujourd'hui malgré la poursuite des combats dans certaines zones.

«Nous le faisons pour montrer notre engagement en faveur d'une résolution rapide de la crise libérienne», a déclaré George Dweh, l'un des chefs de la délégation du LURD, le principal groupe rebelle du Liberia. «Nous voulons prouver au monde entier que tout cela n'est pas arrivé parce que le LURD veut le pouvoir».

La demande du LURD menaçait de faire capoter les pourparlers de paix destinés à mettre fin à trois ans de guerre civile et à former un gouvernement de transition qui devra administrer le Liberia pendant deux ans. Les médiateurs ouest-

africains avaient donné jusqu'à samedi minuit aux rebelles pour y renoncer, menaçant de suspendre pour un mois les pourparlers de paix qui se déroulent à Accra au Ghana. Les rebelles ont laissé passer cette limite, mais ont finalement abandonné leur demande d'indemnité. Les négociateurs présents à Accra avancent désormais que l'accord de partage du pouvoir au Liberia pourrait être signé dès aujourd'hui.

Les dirigeants du gouvernement et des deux mouvements rebelles (LURD et MODEL) se sont également engagés à assurer la libre circulation des convois d'aide humanitaire. Jacques Klein, représentant spécial de l'ONU au Liberia, a exclu la possibilité d'une administration onusienne du pays et annoncé que les Nations unies allaient donner 50 millions de dollars pour la démobilisation des combattants, le renouvellement des forces de sécurité corrompues, ainsi que la réparation des systèmes de distribution d'eau et d'électricité.

Émeutes sanglantes en Iran

Téhéran (Reuters) — De violentes émeutes déclenchées par un projet controversé de découpage administratif ont fait huit morts et des dizaines de blessés samedi dans la ville de Samirom, dans le centre de l'Iran, rapportait hier la presse iranienne. Environ 150 personnes, dont une moitié de policiers, ont été blessées, d'après l'agence de presse étudiante Isna, dans des affrontements au cours desquels des bâtiments gouvernementaux ont été attaqués. La télévision nationale a diffusé des images de maisons incendiées, de véhicules calcinés, de rues jonchées de pierres et de débris de verre. Des responsables locaux ont rapporté que deux policiers avaient péri durant ces affrontements déclenchés par le projet de création d'une nouvelle zone administrative qui diviserait la communauté locale malgré ses forts liens culturels et commerciaux. Les autorités n'ont pas souhaité répondre sur le sujet. La radio publique a déclaré que l'ordre était revenu dans les rues de Samirom. Elle a ajouté que le mi-

nistère de l'Intérieur comptait revoir son projet. Chili: le président se dit impuissant à annuler les lois d'amnistie

Lagos impuissant

Rio de Janeiro (AP) — Le président du Chili déclare dans un entretien publié hier par un journal brésilien qu'il n'a pas le pouvoir d'annuler les lois d'amnistie garantissant l'impunité aux complices de la dictature du général Augusto Pinochet. Alors qu'en Argentine la chambre basse du Parlement a voté l'annulation des lois d'amnistie qui ont mis fin aux poursuites judiciaires concernant les années de dictature (1976-83), Ricardo Lagos explique au *Folha de S. Paulo* qu'il a refusé de présenter un projet similaire au Parlement parce qu'il «ne possède pas la force politique de révoquer la loi d'amnistie» dans son pays. Le président est critiqué pour avoir présenté mardi un projet qui prévoit d'augmenter les dommages versés aux familles des victimes du régime de Pinochet (1973-90) tout en réduisant la durée des peines de prison pour les militaires ou les membres des forces de sécurité coupables d'exactions pour avoir suivi des ordres.

É D I T O R I A L

L'ONU mise sur la touche

Le texte américain entériné par le Conseil de sécurité des Nations unies sur l'Irak illustre combien le malaise entre partisans et adversaires de la guerre persiste. Bien conscient qu'elle n'obtiendrait pas ce qu'elle souhaitait, l'administration Bush a adopté un profil bas pour mieux s'appuyer sur les 44 nations qui ont rejoint sa coalition. Tout un chacun campe désormais sur ses positions.

La résolution 1500 est mince. Elle est surtout un paradoxe. On «approuve l'établissement» d'un Conseil de gouvernement transitoire, on salue même «son caractère largement représentatif», mais on s'abstient de le reconnaître. Entre le texte initial et sa version finale, les diplomates ont ferraillé pour que certains verbes choisis par Washington soient remplacés par d'autres. Pour les membres permanents du Conseil, hormis évidemment la Grande-Bretagne, il était d'une importance capitale d'éviter que la guerre soit rétrospectivement légitimée par l'entremise de cette résolution.

Au début, les auteurs américains de la proposition avaient employé le verbe avaliser. Si celui-ci avait été accepté par les quinze membres du Conseil, alors on aurait reconnu de facto le Conseil provisoire comme futur gouvernement de l'Irak. Peut-être faut-il préciser que les 25 membres du Conseil en question ont été cooptés par l'administrateur Paul Bremer qui détient un droit de veto sur toutes leurs décisions. Ne voulant surtout pas que cet embryon de gouvernement placé sous la tutelle du représentant américain soit cautionné, la Russie et la France au premier chef ont tout fait pour que le verbe en question soit

remplacé après qu'ils eurent acquis la certitude légale qu'avaliser reviendrait à légitimer.

Paradoxalement, les opposants à la première version de la résolution américaine ont eu en Donald Rumsfeld, le patron du Pentagone, un allié inattendu. Selon les confidences faites par des hauts fonctionnaires américains dans les pages du *New York Times*, Rumsfeld a combattu farouchement, dit-on, toute dilution du pouvoir militaire américain. En toute logique, le plus fervent militant d'une intervention en Irak en-dehors des cadres de l'ONU s'est opposé à ce que des Casques bleus soient éventuellement envoyés sur place pour soutenir les efforts déployés afin de sécuriser le pays. Il est allé jusqu'à faire barrage à une proposition qui aurait permis à l'ONU d'autoriser indirectement la présence de troupes autres qu'américaines et britanniques.

Dans sa démarche, Rumsfeld a eu le soutien d'un autre mandarin de l'administration Bush qui, lui aussi, n'a jamais cru en la pertinence de l'ONU et qui n'y croira jamais. Il s'agit bien évidemment du vice-président Dick Cheney. On se souviendra qu'il y a un an tout juste Cheney avait clairement indiqué son opposition à tout détournement de l'ONU. Pour lui, comme pour Rumsfeld, le 11 septembre permettait aux États-Unis d'affronter Saddam Hussein sans l'aval des Nations unies puisque ce dernier était, prétendait-on, en cheville avec Oussama ben Laden.

Ainsi donc, dans la foulée de la résolution 1500, l'administration Bush ainsi que le gouvernement de Tony Blair sont plus que jamais responsables des prochaines étapes politiques et économiques du dossier. À ce propos, il faut espérer que ce cher Paul Bremer sera plus habile qu'il ne l'a été sur un front aussi particulier qu'extrêmement important. Il y a au moins de quinze jours de cela, le représentant américain a tenté de faire avaliser par un conseil de 150 notables irakiens une constitution écrite par... le Pentagone! Bonjour les dégâts!

Dans les mois comme dans les années qui viennent, Washington et Londres vont donc être tenus responsables de tous les faits et gestes qui seront effectués politiquement et économiquement. Pour le reste, l'humanitaire et le social, l'ONU et ses diverses instances vont être appelées à occuper tout le terrain. En effet, la résolution 1500 prévoit la création immédiate de la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Irak. Cette Mission a été conçue et proposée par le secrétaire général Kofi Annan qui permet ainsi à l'organisation qu'il préside d'intervenir en Irak sans cautionner les forces d'occupation. Au cours des dernières semaines, Washington a fait beaucoup de pression sur Annan pour qu'il fasse un geste en faveur de la légitimation des faits.

La résolution 1500 étant ce qu'elle est, on peut douter que Londres et Washington puissent tenir le coup pendant encore quatre ans, puisque c'est le délai qu'on avance désormais avant un retrait total des troupes.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

TOUT MONTRÉAL SE MOBILISE...



L E T T R E S

TGV Québec-Windsor:
un rôle nouveau pour Montréal

Luc-Normand Tellier, d'une part, et plusieurs auteurs, dont Yvan-M Roy dans *Le Devoir* du 13 août, envisagent soit le projet de TGV Québec-Windsor d'une part ou Washington-New York-Montréal d'autre part comme des projets possibles.

Leurs argumentations sont intéressantes dans les deux cas, mais il me semble tout aussi intéressant d'envisager la mise en marche d'un seul projet visant la constitution d'un réseau ferroviaire reliant le Midwest et le nord-est du continent, et ce, pour diverses raisons.

Les analyses de la rentabilité de chaque tronçon seraient différentes dans le cadre d'un projet intégré lequel s'échelonnait dans le temps.

Mes travaux et ceux de collègues (dont Serge Coulombe de l'Université d'Ottawa) indiquent que le processus d'intégration économique qui a cours en Amérique du Nord nous permet d'envisager un rôle renouvelé pour Montréal comme plateforme des flux de biens, et ce, comme plaque tournante multimodale pour les pièces, matériaux et biens provenant de divers États américains destinés au Québec et à d'autres provinces et l'inverse.

Il semble se dessiner une complémentarité entre les flux interprovinciaux est-ouest et les flux nord-sud de commerce, alors que les travaux précédents semblaient indiquer que le nord-sud se faisait aux dépens de l'est et de l'ouest.

La spécialisation de régions, le commerce intra-industrie qui l'accompagne, des stratégies d'investissement direct à l'étranger et de promotion et prospection pour attirer ici des investissements directs étrangers reliés aux spécialisations grandissantes de Montréal, des soucis environnementaux bien fondés que certaines formes de TGV pourraient aider à traiter, voilà une toile de fond qui motive l'examen de la mise en place d'un réseau

TGV dont les effets structurants sur le territoire observés en Europe pourraient se manifester dans la région nord-est du continent américain où sont sis Montréal et le Québec. Cette région est en déclin relatif dans l'Ouest, et il nous faut développer des stratégies pour en «sortir» afin de promouvoir le développement de Montréal et du Québec.

Et le rôle que pourraient jouer nos compagnies d'ingénieurs-conseils et autres compagnies de design et de construction ferroviaire permettrait de renforcer le volet services et production de biens qui caractérise de plus en plus Montréal.

Faire de Montréal un nœud important dans un réseau TGV représente un projet ambitieux, mais, envisagée dans une optique stratégique de développement, sa rentabilité apparaît très différente de celles examinées à ce jour.

Pourquoi en rester à la construction de «bouts de chemins» si familière à nos parents et grand-parents?
Pierre-Paul Proulx
Economiste-conseil

Pour le meilleur
des doublages

Dans *Le Devoir* du 13 août, Mario Desmarais félicite la Paramount d'avoir fait en sorte que la version française du film *The Hours* disponible sur VHS et sur DVD depuis le 24 juin, soit celle que les Québécois ont vue en salle, à savoir celle doublée au Québec. Et veut que cette manière de procéder devienne la règle chez les «majors».

Contraintes par la loi de sortir ici leurs versions françaises dans des délais impartis, les «majors» doivent faire avec le doublage québécois (car souvent, en France, les films ne sont pas encore sortis).

Mais, au moment de rendre disponibles les formats VHS et DVD, les deux sont dans la course.

Ayant à trancher, les «majors» doivent impérativement opter pour le meilleur doublage (à valeur égale, celui québécois pourrait être privilégié), l'art devant être bien servi

d'abord, et non l'intérêt de l'un ou de l'autre.

Pour M. Desmarais, qui est du milieu, il importe peu que le doublage concurrent français puisse être meilleur. Mais il en va autrement pour les cinéphiles Québécois, qui veulent entendre le meilleur doublage disponible, pour leur plaisir, point à la ligne.

Si M. Desmarais et ses collègues de Technicolor S.C.C. croient vraiment en leurs moyens, ils n'ont pas à craindre la concurrence. Mais nous pouvons craindre le pire si la pratique tant souhaitée par M. Desmarais devient la règle.

Pour finir, je dis sans détour à M. Desmarais que si nous n'avions pas le doublage français au Québec, nous serions bien malheureux. Ce serait comme le Québec sans la France, en quelque sorte.

Sylvio Le Blanc
Montréal, le 14 août 2003

Le Col du Nid de Corbeau

Des médias du Québec qui font état depuis quelque temps des violents feux de forêt en Colombie-Britannique et en Alberta, mentionnent en particulier le nom de Crownsnest Pass, appellation qui détermine notamment une municipalité et un col du territoire albertain. Cette dépression formant passage entre des sommets montagneux des Rocheuses, porte en français le nom de Col du Nid de Corbeau. Cette désignation française consacrée paraît depuis longtemps dans de nombreuses publications canadiennes dont des atlas, des cartes géographiques, des dictionnaires...

Il serait normal que les médias québécois indiquent au moins quelquefois dans leurs écrits le nom français soit Col du Nid de Corbeau.

Contrairement à plusieurs toponymes français officiels de l'Alberta, tels Lac la Biche, Grande Prairie, Petite Rivière Jaillante..., d'autres désignations françaises de cette Province attendent de recevoir un certain statut: mentionnons, en plus de Col du Nid de Corbeau, Passe du Cheval-qui-rue, Col de Tête Jaune, etc.

Jean Poirier
Sainte-Foy, le 3 août 2003

LE FIN MOT DE L'HISTOIRE

«Dieu vengera notre mort» — Jacques de Molay

L'histoire, la grande, retient souvent quelques phrases qui traversent le temps mais dont le contexte s'efface des mémoires. *Le Devoir* publie, tous les lundis de l'été, des textes qui rappellent où, quand, comment, pourquoi des paroles qui deviendront célèbres ont été prononcées.

PIERRE ROUSSEAU
Historien et archiviste

Au début du IV^e siècle, les pèlerinages sont déjà nombreux vers cette Terre sainte si chère aux chrétiens. Jérusalem ne cesse d'attirer les pèlerins qui se recueillent en grand nombre sur l'emplacement du Golgotha et sur le tombeau du Christ.

Mais au cours des siècles suivants, les musulmans s'emparent des Lieux saints. Diverses ententes entre musulmans et chrétiens permettent toutefois aux pèlerins de continuer à parcourir ces longues routes qui mènent à Jérusalem. Mais, les invasions turques, vers le milieu du XI^e siècle, rendent désormais pratiquement impossible tout pèlerinage.

En 1095, le pape Urbain II appelle alors les chrétiens à la reconquête de Jérusalem et à la libération du tombeau du Christ. C'est le début des Croisades. Le souhait du pape se réalise quatre ans plus tard, lorsque, le 15 juillet 1099, les croisés s'emparent de la Ville sainte après un siège de quarante jours. Mais si les croisés

tiennent Jérusalem, il n'en est pas de même pour la plupart des chemins qui y mènent. Toujours sous contrôle musulman, ces routes demeurent dangereuses pour les voyageurs chrétiens.

Ainsi, en 1118, Hugues de Payns, un chevalier champenois pieux et valeureux, fonde avec quelques compagnons un ordre de moines-soldats afin d'assurer la défense des pèlerins. Ils prennent le nom de «Pauvres chevaliers du Christ». Leurs services étant dès le départ fort appréciés, le roi de Jérusalem, Baudouin II, leur cède, bientôt, l'emplacement de l'ancien Temple de Salomon. Les membres de l'ordre adoptent alors le nom de «Chevaliers du Temple» ou plus simplement Templiers.

Au cours des deux siècles que durent les Croisades, ces soldats du Christ, en plus de fournir une aide constante aux pèlerins, participent à de nombreuses batailles. Mais avec les années et parallèlement au combat qu'ils mènent en Terre sainte, les Templiers s'enrichissent énormément. Comme Cluny et Cîteaux avant eux et les ordres mendiants après, les ordres militaires, particulièrement les Templiers, connaissent l'engouement des fidèles et reçoivent ainsi de nombreuses donations. Par exemple, de grandes familles seigneuriales pourront léguer des domaines entiers avec tous les revenus qui leurs sont rattachés. La grande renommée de courage et de droiture qui sera pendant longtemps celle des Templiers fera en sorte de multiplier ces donations.

Tant que les Croisades se poursuivent et que les richesses du Temple sont utilisées à la protection des pèlerins et à la défense du Saint-Sépulcre, personne ne

proteste d'autant plus que les Templiers paient de leur vie ces responsabilités envers les Lieux saints. Mais l'opinion change après la perte définitive de la Terre sainte. De retour en Europe, ils ne sont bientôt plus perçus que comme de riches propriétaires qui, de surcroît, sont exempts de nombreuses taxes que le peuple, lui, doit payer. Cette baisse de popularité ne suffit toutefois pas à justifier le sort tragique qui les attend. Les motivations du roi de France pèsent assurément beaucoup plus lourd.

Les motifs qui poussent Philippe le Bel à faire arrêter tous les Templiers de son royaume ne sont pas clairs. Craint-il la présence d'une armée dévouée au pape sur son territoire; envie-t-il la richesse du Temple, lui qui est toujours en quête de revenus; croit-il vraiment aux calomnies colportées contre les Templiers; veut-il, en s'attaquant à une institution qui relève directement du pape, tenter de démontrer à ce dernier que dans son royaume le roi de France est le maître.

Quelle que soit la raison, le 13 octobre 1307 tous les Templiers de France sont arrêtés. Ils sont accusés, entre autres, de renier Jésus-Christ et de cracher sur un crucifix lors de la cérémonie au cours de laquelle les nouveaux membres sont reçus. Sous la torture, la plupart des accusés admettent tout ce que leurs bourreaux veulent leur faire avouer. Ces aveux et la pression exercée par le roi et son entourage incitent finalement le pape Clément V à abolir l'ordre. Il ne reste plus qu'à faire comparaître ses dignitaires.

Le 18 mars 1314, sur le parvis de Notre-Dame de Paris, Jacques de Molay, Hugues de Pairaud, Geoffroy de Charnay et Geoffroy de Gonneville sont condamnés à

la prison à vie. Mais retrouvant leur courage, Jacques de Molay et Geoffroy de Charnay se lèvent aussitôt. Devant la foule stupéfaite, le maître proteste hautement et solennellement de leur innocence. L'ordre est saint et la règle du Temple est sainte, juste et catholique. Toutes les calomnies et les fautes qui leur sont imputées sont fausses. Ils n'ont commis qu'un seul crime, celui de se livrer à de faux témoignages dans l'espoir de sauver leur vie. Les deux dignitaires, pour être revenus sur leurs aveux, sont immédiatement condamnés à mort.

Le soir même, Jacques de Molay et Geoffroy de Charnay montent sur le bûcher. Alors que les flammes les entourent, Jacques de Molay prononce ces paroles qui sont aussi ses dernières: «Dieu vengera notre mort.» Moins d'un an plus tard, le pape Clément V et le roi de France Philippe IV le Bel, tous deux responsables à leur façon de la fin du Temple, meurent à leur tour.

Il est possible, bien que fort peu probable, que Jacques de Molay, certain de l'injustice de cette condamnation et confiant en la justice de Dieu, ait prononcé, voyant la mort venir, ces quelques mots demeurés dans la mémoire des siècles.

Par contre, une chose est sûre, ces deux disparitions ont bouleversé la population, d'autant plus que les ultimes protestations et la mort courageuse de Jacques de Molay et de Geoffroy de Charnay l'avaient beaucoup émue.

À partir de cette réalité, il est tentant de conclure que les contemporains virent dans ces deux morts le signe de la vengeance de Dieu contre ceux qui avaient injustement fait périr ses dignes serviteurs.

IDÉES

L'électricité au Québec

Un changement de cap s'impose

Les ressources hydroélectriques québécoises sont renouvelables et pourraient générer une rente collective relativement inépuisable

Journaliste et vulgarisateur scientifique, spécialisé en questions énergétiques, Jean-Marc Carpentier nous a fait parvenir une version condensée d'un texte écrit en épilogue de l'ouvrage *La boulimie énergétique, suicide de l'humanité?* de Gaétan Lafrance, paru aux éditions MultiMondes.

JEAN-MARC CARPENTIER

En Alberta, avant de forer un autre puits de gaz naturel, on ne se demande pas si la province a véritablement besoin de ce nouvel apport en énergie. De la même façon, bien que la production de gaz de l'Alberta soit dix fois supérieure aux besoins de ses consommateurs, le gaz y est vendu au même prix de base que partout ailleurs au Canada ou aux États-Unis. Là-bas, la plus-value de cette ressource naturelle n'est pas utilisée pour subventionner la consommation avec des tarifs artificiellement bas mais sert plutôt à doter la société albertaine d'un fond du patrimoine qui est utilisé pour répondre à des besoins sociaux qui n'ont rien à voir avec l'énergie. Au Québec, nous persistons au contraire à vouloir vendre notre hydroélectricité à son prix coûtant, sans nous soucier de la véritable valeur de cette formidable ressource naturelle.

Avec sa grande quantité d'énergie renouvelable et non polluante, le Québec jouit pourtant d'une situation exceptionnelle au cœur même du plus grand marché énergétique de la planète. Mais pour profiter pleinement des avantages de cette position stratégique, nous devons impérativement revoir les bases mêmes de notre stratégie énergétique, à commencer par le prix auquel nous commercialisons notre électricité.

Sur le marché interne, il est d'abord impératif d'appliquer progressivement la vérité des prix à notre fourniture d'électricité en visant des tarifs semblables à ceux qui se pratiquent ailleurs dans l'environnement économique nord-américain. Pour atteindre cet objectif, il faudrait que le prix de vente moyen d'Hydro-Québec Distribution soit de près de 8 cents le kilowattheure (¢/kWh) (6 ¢ de fourniture, plus environ 1 ¢ de frais de transport et un peu plus de distribution). Ce qui signifie une hausse d'environ 50 % par rapport au prix moyen actuel de 5,1 ¢/kWh.

Loin de progresser vers cet objectif, nous avons plutôt pris du retard avec le gel des tarifs qui a été décrété au Québec depuis près de cinq ans. Or, pendant ces cinq années, le prix du pétrole et du gaz naturel ont globalement augmenté de plus de 50 %. Si, au lieu de geler sans raison les tarifs d'électricité, le précédent gouvernement avait laissé ces tarifs suivre la progression des prix des autres formes d'énergie, nous aurions déjà atteint cet objectif. Le prix moyen de l'électricité vendue chez nous serait alors à peu près égal à celui pratiqué en Ontario et encore largement inférieur à ceux de la Nouvelle-Angleterre. Compte tenu de la bonne tenue de l'économie québécoise au cours de ces cinq dernières années et de l'évolution du coût des autres formes d'énergie, une telle augmentation des tarifs d'électricité aurait pu être intégrée sans trop de douleur par l'économie et les consommateurs.

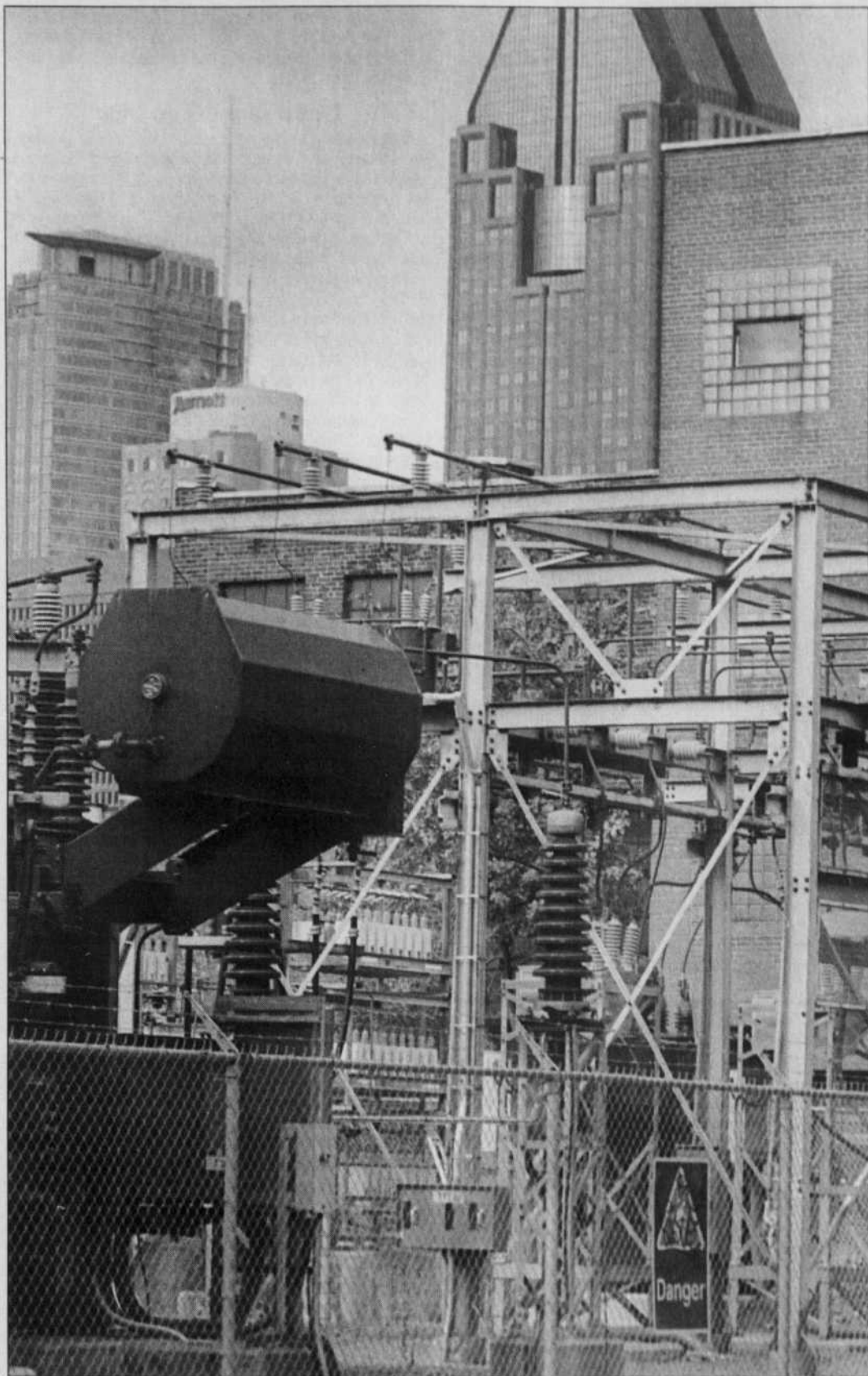
Quant au trésor public québécois, il serait plus riche d'environ 12 milliards de dollars. Le 3 ¢/kWh de plus qui aurait été ajouté au prix actuel générerait maintenant une rente annuelle de 5 milliards de dollars. En considérant les 2 milliards de bénéfice net qu'Hydro-Québec devrait dégager cette année, c'est 7 milliards de dollars que le patrimoine énergétique collectif des Québécois générerait annuellement, soit l'équivalent du service de la dette au complet du gouvernement du Québec ou encore 60 % du budget de l'éducation ou 40 % de celui de la santé.

Des tarifs plus réalistes

Mais rien n'a été fait depuis cinq ans et le débat sur le prix de l'électricité reste entier. En fait, au Québec, toute discussion sur les tarifs d'électricité se résume essentiellement à faire un choix dans l'attribution de cette rente annuelle possible d'environ 5 milliards de dollars. Des tarifs plus bas subventionnent la consommation à même cette rente et profitent surtout aux clients institutionnels, commerciaux et industriels d'électricité, qui comptent pour 60 % des revenus locaux d'Hydro-Québec, contre 40 % pour les consommateurs résidentiels et agricoles. À l'inverse, des tarifs plus élevés dirigent plutôt cette rente vers les coffres du gouvernement qui peut ensuite l'utiliser pour financer ses services publics ou réduire taxes et impôts, ce qui profite davantage aux citoyens de la classe moyenne.

Des tarifs d'électricité plus réalistes auraient aussi d'autres avantages, dont celui de favoriser la mise en place de véritables mesures d'efficacité énergétique. Le prix de l'énergie que l'on peut économiser détermine en effet directement l'ampleur des sommes qu'il est logique d'investir pour réaliser de telles économies. Les bas tarifs actuels limitent donc directement les investissements en efficacité énergétique.

Des tarifs trop bas encouragent également la surconsommation d'électricité en privant le marché d'un véritable signal de prix. C'est ainsi que chaque nouvelle tranche de fourniture coûte actuellement de 6 à 7 ¢/kWh à Hydro-Québec mais n'est revendue qu'à un prix moyen de moins de 3 ¢/kWh. En fait, le seul coût d'alimentation en gaz naturel des futures centrales thermiques d'Hydro-Québec sera environ le double du prix auquel l'électricité qui y sera produite sera vendue aux consommateurs. Quant on sait qu'environ 30 % de notre électricité sert à produire de la chaleur, on comprend qu'il serait beaucoup plus économique de se chauffer directement au gaz naturel ou au mazout et de renoncer à cette production supplémentaire d'électricité. Mais un tel choix



Au Québec, nous persistons à vouloir vendre notre hydroélectricité à son prix coûtant, sans nous soucier de la véritable valeur de cette formidable ressource naturelle.

est difficile car l'électricité se vend actuellement au Québec moins cher que le gaz naturel. Pour ce qui est de la construction de ces centrales thermiques, Hydro-Québec n'a plus vraiment le choix car rien n'a été fait jusqu'à maintenant pour freiner la consommation d'électricité et aucune nouvelles centrales hydroélectriques ne sera prête à temps pour répondre à la croissance immédiate de la demande.

Encore une fois, des tarifs trop bas envoient un mauvais signal de prix qui empêche les consommateurs d'utiliser chaque forme d'énergie là où elle est la plus efficace. En Ontario, au contraire, on consomme proportionnellement deux fois moins d'électricité et deux fois plus de gaz naturel qu'au Québec. C'est que là-bas, comme ailleurs, l'électricité se vend environ le double du prix du gaz naturel ou du mazout. Ce qui est tout à fait normal puisque cette électricité est à 60 % produite dans des centrales thermiques qui ne transforment en électricité qu'environ 50 % de l'énergie contenue dans ces combustibles.

Potentiel de rentabilité

Pour le Québec, cette situation offre un formidable potentiel de rentabilité. Par exemple, du gaz naturel canadien qui est brûlé en Ontario ou au sud de la frontière pour produire de l'électricité avec un rendement de moins de 50 % pourrait très bien être utilisé au Québec pour chauffer des locaux ou de l'eau avec un rendement de près de 100 %. La moitié de l'électricité ainsi économisée chez nous pourrait être exportée, au double de notre prix local, afin de remplacer celle qui aurait été produite avec ces centrales. En plus d'être très rentable pour nous, une telle substitution aurait le mérite de réduire de moitié la production de gaz à effet de serre associée à cette tranche d'énergie.

En fait, le recours massif au gaz naturel pour la production d'électricité sur la plupart des marchés en périphérie du Québec laisse présager des prix de l'électricité relativement élevés pour l'avenir. Il sera donc de plus en plus rentable non seulement de substituer des combustibles fossiles à notre électricité mais aussi d'exporter davantage de notre production hydroélectrique vers les marchés voisins. Au-delà de nos 35 000 mégawatts (MW) déjà en production, il nous restera encore, en respectant les mêmes critères de rentabilité économique et d'acceptabilité environnementale, une puissance additionnelle d'environ 18 000 MW à aménager à partir de nouveaux sites hydroélectriques. L'essentiel de cette production pourrait être consacrée aux marchés d'exportation. Mais contrairement à l'Alberta, dont les réserves conventionnelles de gaz naturel déclinent déjà, les ressources hydroélectriques québécoises sont renouvelables et pourraient donc générer une rente collective relativement inépuisable.

Des tarifs trop bas encouragent également la surconsommation d'électricité en privant le marché d'un véritable signal de prix

Si l'ancien gouvernement avait préféré le *statu quo* en matière de tarifs d'électricité, il a au moins eu le mérite de mettre en place les outils du retour à la réalité économique. Depuis la promulgation de la loi 116, en juin 2000, c'est la Régie de l'énergie qui a le mandat d'encadrer les activités de transport et de distribution d'électricité et d'établir des tarifs qui donneront un rendement acceptable aux quelque 25 milliards de dollars que ces infrastructures ont coûté aux citoyens québécois. La Régie a déjà fait ses devoirs à cet égard en décrétant un taux de rendement d'environ 9 % qu'elle devra très prochainement transposer en nouvelles grilles tarifaires.

À l'inverse, depuis la loi 116, la composante production d'Hydro-Québec est complètement déréglée et a pour seul mandat de produire et de commercialiser de l'électricité sur les marchés de gros, aussi bien du Québec que de l'extérieur. Il y a trois ans, la loi 116 avait fixé à 2,79 ¢/kWh le prix de fourniture du bloc de production qui était réservé au marché québécois. C'est ce prix de fourniture que le gouvernement actuel devrait maintenant revoir et envisager d'amener progressivement vers sa véritable valeur d'environ 6 ¢/kWh.

Une telle décision devrait cependant reposer sur un consensus social qui suppose certains changements d'attitude chez les différents protagonistes du secteur énergétique. Mais ce n'est pas impossible. Qui aurait pu dire, il y a moins de deux ans, que le gouvernement du Québec et la nation crie en viendraient à conclure une Paix des braves axée sur le développement économique durable du territoire de la baie James? Et si les forces vives de la société québécoise décidaient aussi, en ce début de XXI^e siècle, d'oublier leurs certitudes passées pour conclure une nouvelle Paix des braves et placer ainsi le Québec sur la voie du développement énergétique durable? Il vaudrait peut-être au moins la peine d'en discuter.



Michel Venne

L'avantage aux CPE

Tous les scénarios proposés par le gouvernement Charest dans le document de consultation publié la semaine dernière au sujet des services de garde pénalisent les familles. Aucun ne répond aux besoins du Québec ni ne satisfait aux critères d'efficacité et d'équité qui servent à juger les politiques publiques. Ils devraient être rejetés en bloc.

L'approche à court terme développée par les ministres Claude Béchard et Carole Thériault est de nature strictement comptable. D'après eux, il est nécessaire de freiner la croissance des coûts des services de garde afin d'en assurer la pérennité. L'intention est louable mais l'argument est mensonger.

Selon le document de consultation, la croissance des coûts s'explique essentiellement par l'ouverture de nouvelles places au cours des dernières années pour répondre aux besoins des parents et par le rattrapage salarial accordé aux éducatrices il y a quelques années à peine et que personne ne remet en question. Donc, la croissance des coûts va diminuer d'elle-même lorsque le réseau sera achevé avec les 200 000 places promises. Aucun nouveau choc salarial n'est par ailleurs prévisible. Le gouvernement ne veut pas freiner la croissance des coûts, il veut les réduire de 100 millions par année.

Pour ce faire, Québec propose deux voies. La première consiste à augmenter la part du financement assumée par les parents. Je reviendrai lundi prochain sur cette question. Les propositions formulées par le gouvernement à cet égard ne tiennent aucunement compte de leur impact sur le développement de l'enfant, sur l'incitation au travail des parents à faible revenu peu scolarisés et sur l'équité fiscale entre les familles.

Autre façon de réduire les coûts consiste à développer les nouvelles places selon les formules les moins coûteuses: la garde en milieu familial, la halte-garderie et les garderies commerciales à but lucratif. Examinons les scénarios proposés.

Afin de répondre aux besoins des parents de poupons (0 à 18 mois), la garde en milieu familial est indiquée dans la mesure où elle correspond aux préférences exprimées par un grand nombre de parents. Par contre, selon le document ministériel, il est de plus en plus difficile de trouver des milieux familiaux désireux de se transformer en services de garde. Toutes les nouvelles places ne pourront être créées suivant cette formule. De même, s'il existe un besoin pour des places en halte-garderie, celles-ci restent marginales par rapport aux places à temps plein convoitées par la plupart des parents.

La majorité des nouvelles places à créer devront l'être en installation. Le duo Béchard-Thériault suggère que celles-ci soient ouvertes au sein de garderies à but lucratif. Or, la supériorité de ces garderies sur les centres de la petite enfance n'est nulle part démontrée dans le document. En fait, les données fournies soutiennent plutôt la thèse inverse.

On savait déjà que, même si elles ne représentent que 16 % des places, les garderies commerciales sont visées par 54 % des plaintes reçues à l'Office des services de garde à l'enfance. Le document de consultation fournit d'autres informations en faveur des CPE.

Le ministère affirme par exemple que le premier principe de la politique des services de garde est celui de la responsabilité des parents. Les CPE, justement, sont gérés par des conseils d'administration formés de parents, ce qui n'est pas le cas d'une garderie commerciale. En outre, les deux ministres insistent sur l'importance d'offrir des services de qualité. Selon le ministère, la qualité du service dépend largement de la formation reçue par les éducatrices. Le document nous apprend que les deux tiers des éducatrices des CPE ont reçu une formation reconnue contre seulement une éducatrice sur trois au sein des garderies commerciales. Une dernière donnée: l'un des besoins mal comblés par la politique actuelle concerne la disponibilité de places à temps partiel. Selon le document, ce genre de service s'est développé plus rapidement au sein des CPE (11 % des places) qu'au sein des garderies à but lucratif (2 % seulement).

Les garderies commerciales n'ont qu'un avantage sur les CPE: elles coûtent moins cher. Mais cet avantage a un prix: celui de la qualité. Si Québec décide de développer la majorité des nouvelles places au sein des garderies à but lucratif, il n'a pas le droit de tolérer pour ces entreprises des exigences moindres que celles imposées aux CPE.

Québec devrait alors exiger des garderies à but lucratif subventionnées le même ratio d'enfants par éducatrice, le même ratio d'éducatrices ayant reçu une formation reconnue (deux sur trois), les mêmes exigences quant à la participation des parents à la gestion de la garderie, l'obligation de superviser des services de garde en milieu familial (qui incombe uniquement aux CPE) et une présence dans toutes les régions du Québec et non pas uniquement là où c'est le plus rentable pour le propriétaire. Lorsque celles-ci seront soumises aux mêmes exigences, les garderies à but lucratif coûteront aussi cher. Il n'y aura plus d'avantage à ce que l'État leur accorde des subventions généreuses.

Le scénario répondant le mieux aux besoins des parents et au critère d'efficacité, mais qui ne figure pas dans le document de consultation, serait de confier aux Centres de la petite enfance, et aux garderies qui souhaitent se convertir en CPE, le mandat de développer toutes les nouvelles places. Une partie d'entre elles devraient être obligatoirement offertes en milieu familial (un domaine où les CPE jouissent d'une compétence reconnue) et un certain nombre de places confiées à des haltes-garderies. Les CPE devraient également être financièrement incitées à augmenter la proportion des places à temps partiel, le soir et le week-end afin de répondre aux besoins des parents qui occupent des emplois atypiques.

Nous examinerons la semaine prochaine les scénarios de financement.

vennem@fides.qc.ca

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau, Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits divers), Jean Dion, Louis-Gilles François (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Julie Carpentier (pages éditoriales, sports), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclon et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarque (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny, Eric Desrosiers, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Madeleine Rioux Soucy, Geneviève Orléan (communiqué); Gilles Paré (directeur); Marion Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avri, Jean de Billy, Cyndie Côté, Marlène Côté, Slavica Bogdanov, Véronique Gervais, Christiane Legault, Amélie Mahais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Rueland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire), LA PRODUCTION Daniel Babinet (responsable de la production), Claudine Bedard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida, INFORMATION, Yanick Marchal (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lenard, (coordination à la promotion et à la sollicitation), Monique Heures, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haack (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross.

LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

CHAREST

SUITE DE LA PAGE 1

«Toutes les entités de l'État seront examinées. Il n'y a pas une dépense, pas une organisation, pas un organisme qui ne sera pas remis en question», a lancé le premier ministre.

Par contre, il a assuré aux jeunes libéraux que son gouvernement appuyait l'idée de la création d'un guichet unique de services pour les jeunes du Québec; en élection, M. Charest en avait pris l'engagement. Le premier ministre s'est également montré ouvert à ce que ce guichet s'inscrive dans le projet de gouvernement en ligne.

D'autres propositions adoptées en plénière hier n'ont toutefois pas reçu le soutien de M. Charest. Ainsi, la résolution exigeant du gouvernement qu'il retire au Mouvement national des Québécois et à la Société Saint-Jean-Baptiste l'organisation de la fête nationale, pour la confier à un organisme non partisan, demeurera sur papier. «On veut que la fête soit inclusive comme toutes les fêtes doivent l'être. Il y a eu un effort important de fait dans ce sens-là», a-t-il d'abord fait remarquer aux journalistes. Puis, il a tranché: «Je n'ai pas l'intention de changer les mandataires.»

Dans ce premier discours partisan depuis son retour de vacances, M. Charest s'est félicité du pas qu'il a fait franchir au Québec depuis le 14 avril. Par exemple, il a fait valoir que le système de santé «resp[ir]ait enfin». Cette amélioration serait attribuable aux décisions prises rapidement par son gouvernement, assure M. Charest. Ce serait notamment le cas en ce qui concerne le partenariat avec des cliniques privées pour permettre des interventions chirurgicales mineures (cataracte, hanche, genou, par exemple) et ainsi réduire les listes d'attente.

«Il y a précisément un an et une semaine, nous avons dit que nous voulions réinventer le Québec et des gens ont sourcillé. Je vous dis aujourd'hui que ce jour-là, nous n'avons pas exagéré», a lancé Jean Charest.

17 minutes à 110 degrés

AGENCE FRANCE-PRESSE

Göteborg (Suède) — Un Suédois de 35 ans, Anders Mellert, a établi un nouveau record mondial d'endurance en restant 17 minutes et 8 secondes dans un sauna dont la température avait été portée à 110°C, rapportaient hier les médias.

Mellert a battu samedi soir dès les demi-finales du championnat de Suède le précédent record mondial de 16 minutes et 15 secondes établi le 2 août par le Finlandais Timo Kaukonen.

La finale fut donc un jeu d'enfant pour Mellert, qui s'est retrouvé seul dans le sauna après seulement 10 minutes et 11 secondes, tous ses concurrents ayant quitté la fournaise pour se rafraîchir sous une douche. «Après dix minutes dans le sauna, les autres ont dû se dire: mince, ce gars est resté sept minutes de plus hier» alors ils ont abandonné, fanfaronnait Mellert dans une déclaration au quotidien Göteborg Posten.

Les championnats de sauna sont critiqués par les médecins, qui rappellent que des températures supérieures à 80°C mettent le cœur à rude épreuve et que certains participants s'évanouissent à cause de la chaleur.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les avis de décès (Le Mémoriel)

Au téléphone (514) 525-1149
Par courriel info@lememoriel.com

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messagerie Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval, Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

PANNE

SUITE DE LA PAGE 1

Plusieurs stations-service à Toronto et à Ottawa ont épuisé leurs réserves après une fin de semaine particulièrement achalandée.

Ernie Eves a demandé aux commerçants de prouver leur bonne volonté en éteignant les grandes enseignes lumineuses inutiles. Le gouvernement ontarien a souligné qu'il donnerait l'exemple en laissant les employés de l'État rester chez eux, sauf pour les services d'urgence. Le gouvernement fédéral a aussitôt emboîté le pas.

Des efforts doivent aussi être faits de la part des habitants. «De l'éclairage extérieur à l'ajustement du thermostat, tous les moyens sont bons», a indiqué le commissaire à la Sécurité publique de l'Ontario, James Young. La Ville reine a indiqué son intention de remettre le métro en marche pour le million d'utilisateurs quotidiens «seulement si le gouvernement peut garantir qu'il n'y aura pas de panne» en le faisant.

Lorsque le réseau électrique de l'Ontario fonctionne à pleine capacité, près de 28 000 mégawatts sont disponibles. Une journée de semaine normale exige entre 17 000 et 25 000 mégawatts, soit 30 à 40 % de plus que la fin de semaine. Le système étant encore fragile, le premier ministre ontarien a souligné que la demande ne devait pas excéder 15 000 mégawatts. Sinon, des coupures sectorielles pourraient avoir lieu de façon intermittente.

A New York, où le besoin en énergie est considérable, le retour au travail se fera également dans l'inquiétude. «Lundi [aujourd'hui], des millions de New-Yorkais remettront les pieds dans le métro. Nous savons que le système sera prêt à fonctionner, mais jusqu'à ce que nous sachions ce qui s'est vraiment passé, nous ne pouvons pas dire que cela ne se reproduira pas», a admis le gouverneur de l'État de New York, George Pataki. Ce dernier a aussi demandé aux habitants de continuer à conserver l'électricité disponible en attendant le retour aux pleines capacités de production.

Le métro de la métropole américaine a été remis en service samedi matin. Seules deux des 29 lignes n'ont pas encore été réactivées, selon l'Autorité des transports métropolitains. Les milliers de banlieusards qui s'étaient retrouvés soudainement privés de transports jeudi ont pu regagner leur domicile, eux qui avaient été relégués au rang de sans-abri, condamnés à coucher dehors.

La situation dans les aéroports est revenue normale. À Toronto et à Ottawa, Air Canada a annoncé la reprise de toutes ses liaisons.

Pour les 50 millions de personnes touchées par la

panne, l'heure est aujourd'hui au nettoyage des dégâts. Les épiceries et restaurants devaient passer l'inventaire au peigne fin et plusieurs aliments périssables à la moulinette. A New York, près de 2300 éboueurs ont été mobilisés, chargés de débarrasser les trottoirs des gros sacs de poubelles d'où commençait à sortir une odeur nauséabonde.

Déjà, dans les rues de Manhattan, certains écoulaient des t-shirts «I survived the blackout» à des acheteurs enthousiastes. Les vendeurs de souvenirs de la Grosse Pomme avaient fait de même après le 11 septembre 2001.

La cause serait en Ohio

Les raisons de cette panne en cascade demeurent inconnues. Hier, le secrétaire américain à l'énergie, Spencer Abraham, a promis une «enquête rapide» sur les événements. Il a par contre ajouté qu'il «était trop tôt pour fournir une réponse. Nous avons des centaines de milliers de kilomètres de lignes à inspecter, ainsi que des sous-stations et il est trop tôt pour se prononcer», a-t-il dit.

L'investigation menée par le Conseil de la fiabilité de l'électricité en Amérique du Nord (CFA) se dirige toutefois vers l'État de l'Ohio, où des anomalies ont été constatées jeudi dans l'heure qui a précédé la panne. FirstEnergy, la compagnie d'électricité de l'Ohio, qui possède au moins deux des trois lignes à haute tension défectueuses, a fait savoir que les systèmes d'alarme qui auraient dû alerter les ingénieurs à propos des défaillances étaient brisés.

Le président du CFA, Michel Gent, a laissé entendre qu'une erreur humaine pourrait expliquer pourquoi les problèmes ne sont pas restés isolés et se sont plutôt propagés du Michigan jusqu'en Ontario en passant par New York. «Le système a été conçu pour prévenir de telles pannes en cascades, a-t-il dit. Ça aurait dû s'arrêter après les trois premières défaillances.»

Le débat a commencé à enflammer l'arène politique américaine en fin de semaine, où les républicains et les démocrates s'affrontent sur la conception du futur réseau électrique. Le projet du président Bush, actuellement entre les mains du Congrès, visait à confier la gestion du système à des autorités régionales ayant autorité sur plusieurs États. Selon les opposants, la création d'un large réseau intégré risquerait d'accroître les risques de pannes en cascade.

Certains sénateurs veulent des règles plus strictes et moins d'entreprises impliquées dans la gestion de l'électricité, alors que d'autres désirent au contraire accroître la concurrence en diminuant la réglementation. Mais une chose est sûre, peu importe le scénario, remettre le réseau électrique américain en bon état coûtera au bas mot 50 milliards de dollars US.

Avec la Presse canadienne et l'AFP

EMPIRE

SUITE DE LA PAGE 1

L'homme derrière l'essai corrosif, Philippe Pignarre, employé d'une compagnie pharmaceutique pendant 17 ans et aujourd'hui directeur de la maison d'édition Les Empêcheurs de penser en rond, ne s'en formalise pas. «Ces choses-là vont finir par se savoir, a-t-il expliqué au Devoir, la semaine dernière, au téléphone. Nous sommes arrivés au bout d'un système, et sa remise en question est maintenant inévitable.»

Et quel système! Derrière les annonces de nouveaux traitements révolutionnaires et la promesse d'un avenir meilleur ou d'une vie plus longue et en bonne santé, l'industrie pharmaceutique se débat actuellement, dans le plus grand secret, pour gérer sa décroissance, prétend-il. «Car elle trouve désormais de moins en moins de nouveaux médicaments, et ce qu'elle trouve est aussi beaucoup moins intéressant.»

Les performances des dernières années le confirment. Pour maintenir ses profits élevés, le secteur devrait normalement, estiment les analystes financiers, mettre sur le marché «entre deux et quatre nouvelles molécules chaque année», dit Pignarre. Ces blockbusters qui génèrent plus d'un milliard de dollars de chiffre d'affaires par an sont économiquement incontournables. Mais si l'on prend le cas de Pfizer, depuis le Viagra, la compagnie n'a rien mis d'autre d'intéressant sur le marché!.

Rien de bon

Le passage à vide — qui pourrait durer longtemps — n'échappe d'ailleurs pas aux spécialistes de la finance, souligne-t-il, qui n'envisagent rien de bon pour le secteur du médicament dans les prochaines années, comme le révèle une étude prospective du cabinet IBM Business Consulting Services réalisée en 2002. Au grand dam des actionnaires qui ont vu le bénéfice par action offert par les vingt plus grands laboratoires du monde dégringoler de 28 % à 4 %, ou 5 % de 1993 à aujourd'hui, précise le cabinet, et des malades en quête d'un remède miracle qui doivent composer avec une pénurie de nouvelles découvertes.

Mais la «bête» est maligne. Depuis plusieurs années, elle est passée maître dans l'art de masquer la

débâcle et de recycler son arsenal thérapeutique existant pour le décliner en une multitude de «nouvelles» qui «n'apportent pas d'avantages significatifs comparativement à la pharmacopée que l'on possède déjà», dit-il.

«Mais cela lui permet d'obtenir de nouveaux brevets qui protègent ces inventions pour une période de 20 ans, tout en lui assurant des revenus appréciables, puisque ces médicaments, qui n'amènent rien de neuf, sont tout de même vendus, au nom de la recherche et du développement, beaucoup plus cher. En somme, l'industrie pharmaceutique veut nous faire payer ses succès, comme ses échecs. Ce qui, dans le monde des affaires, est plutôt unique.»

Cette médecine est même bien rodée. Le subterfuge, lui, fonctionne grâce à des campagnes de relations publiques particulièrement bien orchestrées auxquelles succombent journalistes, médecins ou pharmaciens, qui oublient facilement que, dans la liste des 270 médicaments indispensables établis par l'OMS, 265 sont «génériques» — comprendre: qui ne sont plus protégés par des brevets et donc accessibles en version dite générique, produite à moindre coût.

Quant aux anciens remèdes, mis au rancart avec l'arrivée de «vraies fausses innovations», ils ont la plupart du temps des effets équivalents, et ce, pour quelques dizaines de dollars de moins, pour terrasser le mal, que leurs dérivés mis à jour avec une nouvelle forme et une nouvelle couleur. Mais, là encore, les études scientifiques — dont les résultats sont parfois tronqués —, recyclées «sans fin dans des articles qui ont l'air d'être originaux [pour donner l'impression] qu'un nombre très important de cas et d'études confirment les avantages d'un médicament», écrit Pignarre, se chargeront de convaincre les sceptiques.

Des assurances pour l'industrie

Tant mieux. «L'industrie pharmaceutique tient à ses brevets, dit Pignarre. Ils représentent désormais sa seule chance de survie. On devrait d'ailleurs voir dans les prochaines années des durs combats menés pour étendre leur durée [actuellement de 20 ans], comme on va encore voir des compagnies pharmaceutiques



DADANG TRI REUTERS

Une tradition de la fête de l'indépendance en Indonésie: des hommes tentent de grimper à des poteaux huilés pour atteindre les cadeaux perchés au sommet.

INDONÉSIE

Fête nationale sous haute surveillance

Djakarta (Reuters) — L'Indonésie, premier pays musulman au monde récemment victime d'une série d'attentats à la bombe, a célébré hier sous haute surveillance l'anniversaire de son indépendance en 1949.

Quelque 230 000 policiers, ainsi que des milliers de soldats et d'agents en civil ont été déployés dans l'archipel placés en alerte.

À Djakarta, les principaux carrefours étaient gardés par des militaires armés en tenue de camouflage, de même que l'entrée des centres commerciaux, des hôtels et des bâtiments publics de la capitale.

«En ce jour anniversaire, notre mission est d'assurer la sécurité dans la capitale et en province grâce à un état d'alerte maximum», a déclaré à Reuters le porte-parole de la police nationale.

Le dispositif de sécurité était particulièrement important aux abords du palais présidentiel où le chef de l'État, M. Megawati Sukarnoputri, a passé en revue les troupes lors d'une cérémonie en présence des membres du gouvernement, des diplomates accrédités et de nombreuses personnalités.

Cet anniversaire survient une dizaine de jours après l'attentat à la voiture piégée, le 5 août, qui a dévasté l'hôtel Marriott de Djakarta et fait 12 morts et 150 blessés. Hier, la police a annoncé l'arrestation de dix suspects en liaison avec l'attentat du Marriott.

s'opposer à la «duplication» de leurs médicaments protégés dans les pays en voie de développement, où des maladies comme le sida entraînent des catastrophes sanitaires. Mais quand on ne trouve plus rien, c'est la seule solution. Aussi irrationnelle soit-elle.»

Irrationnel et coûteux aussi. Car ce «régne de la terreur», dit-il, qui consiste à opposer l'atteinte portée aux brevets dans le tiers monde à une fin inévitable de la recherche dans les pays et, de facto, à une détérioration de la santé des gens, coûte cher. En vies humaines, côté pauvre du globe, et en argent de l'autre. Surtout dans les pays jouissant d'un système de remboursement des médicaments où toute collectivité doit passer au tiroir-caisse, dit-il. «Ces systèmes sont maintenant à l'avantage des compagnies pharmaceutiques. Avant, ils étaient là pour protéger les gens, maintenant, ce sont des assurances pour l'industrie.»

Mais l'avenir, croit l'auteur de cet essai (qui, malgré ses attaques en règle contre un secteur très puissant de l'économie, n'a connu «aucune poursuite judiciaire à ce jour») pourrait prendre une tout autre forme. Surtout si les consommateurs et les organismes payeurs décidaient en chœur de mettre du sable dans les rouages de la «machine infernale». «Il est temps de politiser la question des médicaments, mais aussi de ne plus accepter comme du tout-cuit ce que l'industrie pharmaceutique nous livre, dit-il. Des coalitions doivent être formées pour exprimer des avis indépendants sur les médicaments et refuser ceux qui reposent sur des études trop floues, ceux qui coûtent trop cher et ceux qui n'apportent rien de significatif.»

Le tout pour marquer la fin d'une époque où la surconsommation de médicaments inhérente à nos sociétés entraîne dans la mort, rien qu'aux États-Unis, entre 76 000 et 137 000 personnes par an. Effets secondaires déletères non contrôlés obligent. Ce qui fait des fruits de la pharmacologie une cause de mortalité plus importante que les accidents de la route, la pneumonie ou le diabète, selon le Journal of the American Medical Association! Mais aussi, une source de profits incroyable avec des marges brutes de 70 % ou même 90 %, soit les plus élevées du monde des affaires, précise M. Pignarre.

MÉDECINS

serait 200 milliards de dollars US par année, disent-ils.

Et ce n'est pas parce que les États-Unis ont le système le plus cher du monde, avec 14 % de leur produit intérieur brut (PIB) consacré à la santé (8,6 % au Canada), que la qualité est au rendez-vous. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié en 2000 un palmarès des 181 meilleurs systèmes de santé dans le monde. Au premier rang, la France. Les États-Unis arrivaient au 37^e rang, deux échelons seulement devant Cuba et sept rangs sous le Canada.

Ces données commencent à porter leurs fruits, selon le PNHP, qui explique dans l'article que, «plus de la moitié du personnel médical, y compris la vaste majorité des professeurs des facultés de médecine, appuient maintenant la création d'une protection gouvernementale complète, tout comme 40 % des présidents de petites ou moyennes entreprises. De plus, les sondages nationaux montrent tous que la population se range derrière cette idée.»

L'AMA est contre

Si le projet fait tranquillement son chemin, tous ne sont cependant pas sur la même longueur d'ondes. L'American Medical Association (AMA), l'organisme officiel qui représente les médecins américains, a tenu à souligner son désaccord avec le texte paru dans son propre journal, soulignant que la ligne éditoriale de la publication ne reflétait pas la position de l'AMA. «Un système central n'est pas la solution, esti-

me le président Donald Palmisano dans le Christian Science Monitor de Boston. Ça ne ferait que rationner les ressources, augmenter la bureaucratie et empêcher l'innovation. En plus, ça démotiverait les docteurs et les patients.»

Cette réaction ne surprend pas Antonia Maioni, professeure en science politique à l'Université McGill et auteure d'une thèse de doctorat sur les politiques de santé aux États-Unis et au Canada. «L'AMA avait même résisté à l'instauration du Medicare en 1965, explique-t-elle en entrevue au Devoir. C'est historique comme position, elle ne veut pas que le gouvernement s'en mêle. Et c'est normal, puisque le gouvernement contrôlerait tous les leviers, donc aurait plus de pouvoir pour imposer ce qu'il veut, notamment un plafond salarial, comme au Canada. Actuellement, c'est le marché qui décide de la rémunération, c'est pourquoi les médecins américains gagnent autant d'argent.»

La sortie de certains Américains en faveur d'un système de santé universel pourrait bien avoir un impact sur la prochaine campagne électorale qui doit débuter dans un an aux États-Unis. «Si l'économie ne s'améliore pas et que le nombre de chômeurs continue de grimper, ça pourrait être un bon cheval de bataille pour les démocrates, explique Antonia Maioni. Car plus il y a de sans-emploi, plus il y a de monde sans assurance médicale. En 1994, Bill Clinton avait fait une bonne partie de sa campagne là-dessus, et ça avait bien fonctionné. Ça pourrait fort bien être la même chose.»